AMIRA

Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique latine

Brochure nº 43

QUALITATIF ET QUANTITATIFDEUX MODES D'INVESTIGATION COMPLEMENTAIRES

Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain

par Ph.COUTY et G.WINTER

PARIS, JUIN-NOVEMBRE 1983

AMIRA N° 43

QUALITATIF ET QUANTITATIF DEUX MODES D'INVESTIGATION COMPLEMENTAIRES

RÉFLEXIONS À PARTIR DES RECHERCHES DE L'ORSTOM EN MILIEU RURAL AFRICAIN

PAR PH. COUTY

ET G. WINTER

Paris - Juin-Novembre 1983

0.R.S.T.O.m. remus bocumentaire $N^{\circ}: 5287$, $e_{\infty}2$ Cate: A

Septembre 1983

GROUPE AMIRA

Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique Latine

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU GROUPE

Adresse Postale : Groupe A.M.I.R.A.

I.N.S.E.E. - Bureau 425

18, bd Adolphe Pinard 75675 PARIS Cedex 14

FRANCE

Téléphone : (1) 540 - 13 - 50 ou 540 - 03 - 51

--- ---

I - OBJECTIF

Créé en 1975, AMIRA est un groupe (et plus largement un réseau) informel. Son objectif est de promouvoir recherches et débats scientifiques interdisciplinaires et interfonctionnels (praticiens, chercheurs, enseignants) pour améliorer les méthodes d'investigation en référence aux politiques de développement. Y participent des personnes de tous pays ayant une expérience professionnelle de ces problèmes.

Plus concrètement, les questions que nous nous posons peuvent être ainsi résumées :

- A quelles théories et politiques de développement se référer, quelles informations recueillir, pour quelles utilisations, quels objectifs, quels acteurs ?
- Comment recueillir l'information (auprès de qui, par qui, par quelles méthodes) ?
- Comment et avec qui la traiter, l'analyser, l'utiliser pour préparer, suivre, évaluer politiques et projets de développement (lesquels méritent cette appellation) ?

Le Groupe AMIRA ne peut réaliser une recherche vivante que si la réflexion théorique est constamment enrichie et réorientée par la pratique. Cette confrontation de la théorie et de la pratique, ce souci de l'application se manifestent de plusieurs façons, notamment :

- participation des correspondants AMIRA à des actions concrètes : enquêtes statistiques, élaboration et suivi de projets de développement, planification, etc. permettant l'expérimentation des méthodes proposées (améliorations ou innovations);
- utilisation des travaux AMIRA dans des actions de formation professionnelle (de statisticiens, responsables, et techniciens du développement, ...).

II - DOMAINE D'ETUDE

Au début d'AMIRA, le seul milieu rural africain. Mais la nécessité de prendre en compte les relations villes - campagne, agriculture - industrie, ... et les dimensions internationales des problèmes a toujours été clairement perçue, sinon suffisamment traitée. Depuis, plusieurs correspondants ont pratiqué et réfléchi sur les méthodes d'enquête en milieu informel urbain ; d'autres travaillent sur les problèmes d'Amérique Latine ou d'Asie.

III - PLATEFORME D'ORIENTATION

Il n'y a pas à proprement parler de doctrine AMIRA. Le Groupe est assez largement ouvert à des analyses et des propositions divergentes, voire contradictoires. Quelques orientations générales semblent cependant avoir réalisé un très large consensus. Elles correspondent aux propositions suivantes :

- L'originalité du Groupe AMIRA est de centrer sa démarche sur le rôle de l'information et des méthodes d'investigation en milieu rural et informel urbain, tout en s'efforçant d'ancrer dialectiquement une pratique opératoire dans une réflexion théorique sans cesse approfondie et menée selon une approche pluridisciplinaire.
- L'information n'est pas neutre : les méthodes de collecte, d'analyse et d'utilisation de l'information sont historiquement en interdépendance avec des analyses théoriques (politiques, socio-économiques, techniques, ...) et avec leur utilisation dans une pratique sociale.
- Les conceptions technicistes, sectorielles, productivistes, unidimensionnelles du développement doivent être rejetées. Il convient donc de
 montrer les limites des méthodes de traitement de l'information qui en découlent : elles ne peuvent notamment pas rendre compte de la dynamique des systèmes sociaux. Il est nécessaire de prendre en compte la diversité des acteurs
 et des milieux, des niveaux de décision, des classes et catégories sociales;
 d'analyser la division sociale du travail, les processus de différenciation
 sociale, l'évolution des logiques de comportement. Il convient donc de promouvoir et d'utiliser les recherches dans ces domaines.
- Les méthodes d'investigation proposées doivent s'intégrer à la mise en oeuvre d'un développement conçu et réalisé pour et avec l'ensemble de la population, et non pour des catégories sociales privilégiées. Elles impliquent donc la promotion de rapports permettant ce type de développement, entre tous les acteurs concernés : paysans, responsables politiques, chefs de projets, planificateurs, statisticiens, chercheurs, ... La recherche méthodologique en cette matière doit être responsable, c'est-à-dire fondée sur une pratique sociale et sur l'expérimentation, et non s'adresser au seul public des chercheurs et experts.

- Il faut également s'efforcer de dépasser les cloisonnements thématiques et disciplinaires, qui interdisent une compréhension globale des problèmes : il faut donc promouvoir un dialogue et une collaboration interdisciplinaires, autant que possible internationaux.
- Il s'agit donc d'un effort indispensable d'intégration, ou à tout le moins d'articulation, devant déboucher sur des méthodes d'investigation nouvelles, diversifiées, complémentaires, adaptées à divers objectifs et échelles de contraintes (locales, nationales, internationales).

Ces quelques orientations bien générales ne sont évidemment pas à prendre ou à laisser ; elles nécessitent pour le moins d'être précisées. Elles n'en constituent pas moins une plate-forme permettant à chacun de se situer par rapport à AMIRA.

IV - STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

AMIRA reste un groupe informel. Le Groupe a fonctionné au départ sur la base de quelques personnes (travaillant surtout à l'INSEE, à l'ORSTOM et au Ministère français de la Coopération et du Développement). Ce collectif initial s'est progressivement modifié et étendu à une cinquantaine de personnes, dont beaucoup travaillent dans d'autres organismes où sont indépendants.

L'instance décisionnelle est l'Assemblée Générale, qui comprend tous les auteurs de notes de travail publiées sous numérotation et référence AMIRA. L'A.G. comprend en outre quelques personnes ayant activement participé aux activités récentes (notamment groupes de travail) et qui se sont engagées à continuer dans l'année à venir. Elle se réunit environ une fois par an. Un "Comité Permanent" de 16 membres, élu par l'A.G., se réunit environ une fois par trimestre pour préciser les orientations.

L'instance exécutive est le "Secrétariat Exécutif", choisi par le Comité Permanent, animant la mise en pratique des orientations définies par l'A.G. et le C.P., et leur rendant compte des décisions ponctuelles ou urgentes qu'il a été amené à prendre. Il est actuellement composé de Gérard WINTER (Président du C.P.), René HALLU (Secrétaire Général), Jacques CHARMES, Philippe COUTY, Danielle RAYSSIGUIER et Pierre VERNEUIL (Secrétaires Scientifiques.

- 3- Recherche d'éléments devant servir à la construction d'un cadre intégrateur pour les disciplines, les méthodes, les actions :
 - . mise au point de fichiers de villages.
 - prise en compte des différents niveaux de décision (analyse "pluridimensionnelle"),
 - . recours à l'analyse de système dynamique,
 - . élaboration de classifications caractérisant les groupes sociaux et les espaces ruraux.

Une première synthèse des réflexions et des propositions du Groupe a été le sujet de 3 journées de travail organisées en septembre 1978.

Le bilan général, paru en juin 1978, présente les travaux et les propositions faits dans le cadre d'AMIRA. Ce bilan s'ordonne autour de la présentation d'un cadre cohérent et finalisé d'investigations, celles-ci étant différenciées selon les niveaux de décision concernés et selon les méthodes d'enquêtes utilisées. Les autres volumes décrivent, ou décriront, plus particulièrement certains instruments ou certaines méthodes pour lesquels il est proposé des améliorations, ou qui constituent des innovations : fichier de villages, méthodes d'évaluation des projets, enquêtes statistiques auprès des ménages, etc.

Les travaux du Groupe AMIRA ont servi de fil directeur à un colloque organisé par l'AFIRD et le Groupe AMIRA en janvier 1979 et qui a réuni près de 120 chercheurs, universitaires et experts pendant trois jours à Paris sur le thème suivant : "Les méthodes d'évaluation des transformations induites par les projets de développement dans les sociétés rurales africaines".

Un Etat des Travaux du groupe de travail sur les "Indicateurs de Transition" a servi de base à un colloque sur ce thème, réuni en septembre 1981 à Grigny. Ce document et le compte-rendu de sa discussion ont été publiés fin 1982.

VII - GROUPES DE TRAVAIL ACTUELS

Plusieurs groupes de travail initiés ou soutenus par le Groupe AMIRA fonctionnent actuellement sur Paris. Les thèmes et animateurs principaux en sont les suivants :

Le réseau de correspondants du Groupe AMIRA, destinataires réguliers des notes de travail et publications, comporte actuellement (septembre 1983) une quarantaine de centres de documentation et environ 300 personnes, dont 105 en Afrique et une vingtaine en Amérique Latine et en Asie.

V - MOYENS DE TRAVAIL

Ils ont été jusqu'à présent mis à disposition d'AMIRA par des organismes français : l'INSEE (Secrétariat, impression, diffusion, locaux, temps de recherche), l'ORSTOM (temps de recherche), et le Ministère de la Coopération et du Développement (financement d'une partie des recherches et publications).

Soulignons:

- a) que les moyens actuellement disponibles restent limités et ne permettent pas une augmentation importante du niveau d'activité du Secrétariat AMIRA :
- b) que ces moyens ont été accordés jusqu'à présent sans ingérence d'aucune Institution dans les travaux ni dans l'organisation du Groupe AMIRA.

VI - LES TRAVAUX REALISES

A partir d'une réflexion sur les relations entre méthodes, politiques et théories du développement, et sur la base des résultats des recherches en sciences sociales effectuées en milieu rural africain depuis une vingtaine d'années, les thèmes suivants ont été abordés :

- 1- Réflexion sur l'évolution des sociétés dites "en voie de développement" : ébauche d'une théorie de la "transition" et définition et mesure d'indicateurs d'évolution des milieux ruraux (indicateurs de transition);
 - 2- Evaluation des méthodes habituellement utilisées dans :
 - . les enquêtes statistiques,
 - . la planification.
 - . les évaluations de projets ;

- Suivi - Evaluation de Projets

D. GENTIL (IRAM)
M. DUFUMIER (INA - PG)

- Commission Formation

L. DIOP (CESD)

- Secteur non structuré

J. CHARMES (ORSTOM)

- Enquêtes Légères

P. THENEVIN (Indépendant)
G. WINTER (IIAP)
Ph. COUTY (ORSTOM)

 Participations des Populations (Méthodes pour un développement autocentré, intégré, participatif) P. VERNEUIL (INSEE)

D'autres groupes sont en préparation :

- Classifications Sociales

. . .

- Sociétés Pastorales

. . .

Les correspondants souhaitant participer activement (même par correspondance) à tel ou tel groupe de travail, peuvent le signaler au Secrétariat AMIRA qui transmettra.

Mais d'autres groupes de travail sur les mêmes thèmes ou sur d'autres thèmes peuvent être organisés à l'initiative de tout correspondant AMIRA, en n'importe quelle région ou pays. S'il s'agit bien d'un thème correspondant aux objectifs du Groupe AMIRA, le Secrétariat transmettra aux correspondants disposés à animer un groupe de travail les noms et adresses de ceux qui auront signalé dans le questionnaire leur souhait de participer à un groupe de travail sur ce thème.

Par principe, chaque groupe de travail restera entièrement autonome quant à sa composition, ses méthodes de travail, son financement (s'il y a lieu) ... Le Secrétariat AMIRA comme le Comité Permanent n'auraient d'ailleurs pas les moyens (en temps, en personnel, en matériel ou en financement) d'assurer aide et suivi des groupes.

Cependant, outre la mise en relation des personnes intéressées par le même thème, le Secrétariat et le Comité Permanent feront leur possible pour aider, dans la mesure de leurs moyens ou de leur influence, à la résolution de certains problèmes des groupes de travail. Ce pourra, par exemple, être le cas pour l'organisation d'une journée de discussion scientifique ou pour la publication de certains textes préparés par le groupe de travail.

Le corollaire de l'autonomie des groupes est qu'ils ne pourront utiliser le sigle AMIRA qu'avec l'accord du Comité Permanent et dans des conditions à préciser avec le Secrétariat Exécutif.

VIII - PUBLICATIONS

Les textes AMIRA sont diffusés sous cinq formes :

- Les notes de travail avec référence et numérotation AMIRA. Il s'agit de textes proposés pour diffusion à l'ensemble des correspondants AMIRA (et en principe à eux seuls) par un correspondant ou un groupe de travail. Ne sont diffusés que les textes retenus par un comité de lecture, constitué pour chaque texte à l'initiative du Secrétariat Exécutif ou du Comité Permanent. Le critère principal de référence du comité de lecture est que le texte doit présenter des expériences ou analyses comportant des innovations méthodologiques. Les autres critères sont un minimum de clarté et une forme acceptable. Ces textes n'engagent que leurs auteurs, même si la panoplie des textes présentés donne l'idée d'un ensemble relativement cohérent d'analyses et de propositions.
- Les brochures (couverture verte) regroupent en général plusieurs notes de travail traitant du même thème. Cette série peut aussi accueillir directement des études plus importantes réalisées par des groupes de travail.
- La série : "Textes provisoires" à diffusion restreinte aux seuls correspondants ayant manifesté leur intérêt pour le thème traité : ces textes peuvent ultérieurement paraître dans les séries brochures ou publications.
- Les publications, textes de synthèse ou thématiques, plus élaborés et plus cohérents. Leur réalisation nécessite, en général, un financement ad hoc.
- Le Bulletin Analytique de Documentation AMIRA, en principe trimestriel, constitué de notes de lecture préparées par l'ensemble des correspondants et destinataires des textes AMIRA, annexées de mots-clés retenus à l'aide du Thésaurus AMIRA.

GROUPE AMIRA

Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique Latine

LISTE DES DOCUMENTS DIFFUSES

- I Brochures
- II Publications
- III Bulletin Analytique de Documentation (B.A.D.)
- IV Notes de travail (multigraphiées).

Ces documents ne sont actuellement diffusés qu'à titre gratuit et uniquement :

- 1- aux personnes ayant une expérience professionnelle des questions traitées par le Groupe AMIRA et acceptant, comme contribution minimale, de rédiger :
 - . une note de lecture par an pour le B.A.D.;
 - un commentaire, même bref, de chaque note de travail reçue lorsqu'elle traite de problèmes qu'ils connaissent.
- 2- à certains centres de documentation, à leur demande et contre envoi régulier de leurs propres publications au Secrétariat AMIRA. Toutefois, les centres ne reçoivent pas les notes provisoires multigraphiées.

Secrétariat A.M.I.R.A.
I.N.S.E.E. - Bureau 425
18, bd Adolphe Pinard
75675 PARIS Cedex 14

Tél. : 540 - 13 - 50 ou 540 - 03 - 51

I - BROCHURES

26

Déc. 78

GASTELLU

Chaque brochure est constituée d'une ou plusieurs notes de travail, regroupées par grands thèmes. La référence d'une brochure est la liste (soulignée) des numéros des notes incluses.

Brochure n°s 1 - 13 - 14 - 15 : La Problématique de la Transition et ses déterminations du point de vue des théories, des politiques et des planifications de développement

(Notes écrites entre octobre 1974 et avril 1976, réédition modifiée en 1981)

Brochure n°s 2 - 4 - 8 - 18 : Planification, Investigation et Pratique							
			du Développement				
2	Avril 75	WINTER	Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain.	24	р.		
4	Mai 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "Métho- dologie de la Planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire", par J.L. FYOT.	8	р.		
8	Juil. 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "L'étude régionale de Bouaké", 1962-64.	12	p.		
18	Avril 78	THENEVIN	L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique.	63	р.		
Broch	ure n°s 3 -	<u>5 - 6 - 9 -</u>	<u> 26</u> : Le choix d'une unité				
3	Avril - Nov. 75	ANCEY	Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain.	30	p.		
5	Juin 75	HALLU	Résumé de document : "Les unités économiques en pays Serer" (Sénégal), par J.M. GASTELLU.	14	p.		
6	Juin 75	HALLU	Réflexions autour d'un document : "Les unités économiques en pays Serer", par J.M. GASTELLU.	8	p.		
9	Juil. 75	ANCEY	La société Serer, ou défense et illustration d'une méthode d'analyse.	24	p.		

... Mais, où sont donc ces unités économiques 22 p.

que nos amis cherchent tant en Afrique ?

Brock	nure n°s 10 -	· 11 - 12 - 19	- 25 : Bilan critique et premières propositions			
10	Août 75	VERNEUIL	Note pour un bilan critique de l'enquête 12 p. expérimentale Sénégal 1974-75.			
11	Oct. 75	ANCEY	Les notions d'activités et d'actifs à 15 p. l'intérieur d'une exploitation agricole.			
12	Nov. 75	ANCEY	Une nouvelle approche des budgets fami- 20 p. liaux en Afrique. L'analyse matricielle.			
19	Janv. 78	HALLU	Bilan et limites des enquêtes statisti- 72 p. ques à objectifs macroéconomiques réa-lisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970 (Nécessité de nouveaux types d'enquêtes ménages en appui aux actions et politiques de développement en milieu rural africain).			
25	Oct. 78	SCHWARTZ J.	Le retard dans la production des résul- 9 p. tats d'enquête statistique. Analyse d'un contre-exemple : l'enquête urbaine Kigali 1977.			
Brock	ure n° 20					
20	F év. 78	SURGERS VERNEUIL	La pratique des enquêtes statistiques 100 p. auprès des ménages.			
Brock	nure n°s 21 -	<u>24</u> : Système	d'enquêtes			
21	Avril 78	WINTER	Réflexion sur les enquêtes ménages à 5 p. fins multiples dans les pays en voie de développement.			
24	Juin 78	VERNEUIL WINTER	Comment élaborer un système d'enquêtes 97 p. intégrées (définition d'une méthode et d'un programme d'enquêtes interdépendantes, légères et permanentes à partir d'objectifs précis de politique économique).			
Brochure n°s 28 - 29 : De l'observation à la généralisation						
28	Déc. 79	COUTY	Des éléments aux systèmes. Réflexions 43 p. les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique.			
29	Juin 80	COUTY HALLAIRE	De la carte aux systèmes. Les études 123 p. agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960-1980).			

Brock 30	hure n° 30 : Déc. 80	THENEVIN	Planification intégrée et système d'informations.	81 p.
Brock 31	nure n° 31 Avril 81	COUTY PONTIE ROBINEAU	Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherche de l'ORSTOM - Afrique 1964 - 1972.	79 p.
Broc	hure n° 36			
36	Mai 82	COUTY LERICOLLAIS	Vers une méthode pratique d'analyse régiona- le. Le cas de la vallée du Sénégal (1957-80).	
Broc	hure n° 37			
37	Sept. 82	CHARMES	L'évaluation du secteur non structuré. Méthodes - Résultats - Analyse. L'exemple de la Tunisie.	210 p.
Broc	hure n°s 38 -	- 39 - 40 - 4	1 - 42 : L'expérience des projets, les résulta de l'histoire	ts
38	Sept. 81 o	de la TAILLE	Evaluation des projets et politiques de développement	13 p.
39	Sept. 81	BILLAZ	La recherche en milieu rural au service du développement.	14 p.
40	Juil. 81	DUFUMIER GENTIL	Le suivi-évaluation dans les projets de vulgarisation agricole.	12 p.
41	1981	GRIFFON	Eléments pour une lecture des projets de développement rural de la vallée du Sénégal.	32 p.
42	Sept. 82	BOUTRAIS	Une histoire régionale de développement rural : le Nord du Cameroun.	64 p.
	. 0.40			•
	chure n° 43	COUTY	Ouglitatie of quantitatie . down mathodos	
43	Juin-Nov.	COUTY	Qualitatif et quantitatif : deux méthodes	
	1983	WINTER	d'investigation complémentaires	

II - PUBLICATIONS

Les publications AMIRA qui suivent ont été éditées par l'A.F.I.R.D. (Association Française des Instituts de Recherche pour le Développement) :

Février 1978	BARRES BILLAZ DUFUMIER GENTIL	Méthode d'Evaluation des Projets (Analyse du milieu rural avant, pen- dant et après une opération de développement).	106	p.
Septembre 1978	SURGERS WINTER	Bilan des travaux effectués par le Groupe AMIRA de sa création à la mi-78 (2e édition corrigée Décembre 1979).	80	р.
Septembre 1978	GASSE	Les fichiers de villages : problématique générale et expérience gabonaise (initialement note de travail n° 23).	96	р.
Décembre 1979	AMIRA	Appraisal on the work of the group from its creation until the end of may 1978 (english version).	86	р.
Janvier 1979	Divers auteurs	Colloque 10-12 janvier 1979. Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation. Annexes : Les Communication reçues.		р.
Janvier 1983	Divers auteurs	Etat des travaux sur les Indicateurs de Transition.		

III - BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION

Juillet 1980	BICHET RAYSSI G UIER	Thésaurus	du Fonds	Documentaire	AMIRA	43	p.
Mars 1981		B.A.D. n°	0			24	p.
Juin 1981		B.A.D. n°	1 ,			39	р.
Décembre 1981		B.A.D. n°	2			39	р.
Octobre 1982		B.A.D. n°	3			37	р.

IV - NOTES DE TRAVAIL

Ne sont répertoriées ici que les notes de travail non encore diffusées sous forme de brochures ou de publications. Les notes multigraphiées ne sont envoyées qu'aux personnes acceptant d'apporter une contribution à leur critique.

7	Mai 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "Connais- sance du milieu et vulgarisation agricole. Le cas de l'opération Centre-Mossi", par J. MESNIL.	10	р.
16	Juin 76	ANCEY	L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Critique des critè- res d'évaluation. Réflexions à partir d'un cas.	26	р.
17	Déc. 76	GASSE	L'opération fichier de villages en République Gabonaise. Situation à la fin de l'année 1976.	18	р.
22	Avril 78	VERNEUIL	Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et trans- fert de valeur.	31	р.
27	Nov. 79	VERNEUIL	Eléments pour une classification des non- salariés de la petite production en Afrique de l'Ouest et du Centre.	54	р.
32	Juin 81	COUTY	Le Temps, l'Histoire et le Planificateur.	12	р.
33	Nov. 81	VERNEUIL	Les e nquêtes "Budget - Consommation" auprès des ménages.	45	р.
34	Avril 81	WAAST	Introduction à une discussion à propos du livre : "La Distinction, critique sociale du jugement", de P. BOURDIEU.	23	р.
35	Déc. 81	BARIS COUTY	Prix, Marchés et Circuits Commerciaux Africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique.	52	р.

SOMMAIRE

		Pages
1.	Systèmes et rapports de production : recherches de l'ORSTOM sur les terroirs, les groupes ethniques et les régions d'Afrique Noire par Ph. COUTY	3
2.	Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires par G. WINTER	17
3.	Qualitatif et quantitatif par Ph. COUTY	35
4.	Le chiffre, la carte et la parole (Réunion du 24 juin 1983)	49

AVERTISSEMENT

A la fin de l'année 1979, le Groupe AMIRA a jugé souhaitable un examen des méthodes et techniques de recherche mises au point par l'ORSTOM en milieu rural pendant deux décennies.

Les résultats de ce bilan méthodologique ont été discutés à l'INSEE, le 24 juin 1983, par un groupe de statisticiens, de praticiens du développement et de chercheurs. On a réuni dans le présent dossier trois documents préparatoires rédigés à cette occasion, ainsi que le compte-rendu détaillé de la réunion.

SYSTEMES ET RAPPORTS DE PRODUCTION

RECHERCHES DE L'ORSTOM SUR LES TERROIRS, LES GROUPES ETHNIQUES ET LES RÉGIONS D'AFRIQUE NOIRE

PHILIPPE COUTY
MAI 1983

O.R.S.T.O.M. Femas Documentaire

Nº: 15288 en 2

Opte : A



SYSTEMES ET RAPPORTS DE PRODUCTION

Recherches de l'ORSTOM sur les terroirs, les groupes ethniques et les régions d'Afrique Noire

A la demande du Groupe AMIRA (1) et du Service de Coopération de l'INSEE (2), l'ORSTOM (3) a entrepris à la fin de 1979 un bilan des méthodes et des techniques utilisées par ses chercheurs pendant les deux dernières décennies pour étudier les transformations des sociétés paysannes africaines. Cette opération devrait contribuer à préparer de nouvelles propositions sur la méthodologie des enquêtes associées à la planification, à l'analyse régionale, au suivi et à l'évaluation de projet.

Le travail a été confié à un économiste, Ph. Couty, mais celui-ci a obtenu la collaboration d'autres chercheurs de l'Office : A. Hallaire et A. Lericollais (géographes), G. Pontié (sociologue) et Cl. Robineau (socio-économiste). C'est à l'INSEE que le bilan a été préparé, publié et diffusé sous ses versions actuelles ; ainsi, il a été possible d'entretenir d'utiles contacts avec les statisticiens, et de participer activement à plusieurs groupes de travail d'AMIRA.

Dès le début, l'hypothèse fut faite que les questions de méthode, plus que les finesses techniques, gagneraient à être examinées et expliquées. On range dans le domaine de la <u>technique</u> tout ce qui a trait aux procédures concrètes d'investigation (levé de parcellaire, recensement démographique, mesure des temps de travaux, enregistrement des généalogies, etc.); par <u>méthode</u>, on entend l'organisation des techniques en vue de répondre à des questions.

⁽¹⁾ Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieux Informels et Ruraux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

⁽²⁾ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

⁽³⁾ Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer.

A titre d'expérience préliminaire, il a paru intéressant d'examiner d'abord les outils théoriques relatifs aux unités d'enquête et aux fondements de la généralisation des résultats. Comment découpe-t-on un milieu social en unités de lecture (unités de consommation, unités budgé-taires, exploitations agricoles, ...) dont l'étendue et la consistance influent inévitablement sur la nature et la qualité de l'information recueillie ? Comment extrapole-t-on dans l'espace et dans le temps les données collectées pendant une brève période auprès de quelques dizaines ou centaines d'unités de base ?

Les réponses apportées à ces deux questions ont été étudiées à partir d'une série d'enquêtes de budgets et de consommation réalisées par l'ORSTOM, ou avec sa participation, de 1954 à 1973. Il est assez vite apparu que le découpage des unités d'enquête posait des problèmes relativement secondaires, en partie dépassés grâce à des solutions radicales consistant par exemple à regrouper pour une analyse matricielle l'ensemble des données <u>individuelles</u> recueillies. Le repérage des solidarités ou autonomies budgétaires devient alors objet d'enquête, et découle d'un examen attentif des comportements individuels. Quant à l'extrapolation des résultats, qui pose au contraire des problèmes persistants, on a cru reconnaître qu'elle s'effectuait certes, et avant tout, de façon statistique, mais qu'elle était aussi facilitée par l'emploi quelquefois subreptice d'opérateurs flous tels que l'ethnie ou le système de production.

En somme, cette première tentative confirmait l'hypothèse de départ. Même lorsqu'ils incluaient une importante composante statistique, les travaux de l'ORSTOM semblaient intéressants surtout dans la mesure où ils permettaient de préciser les présomptions d'homogénéité formant le soubassement de l'extrapolation statistique, c'est-à-dire les critères de stratification; ou encore lorsqu'ils proposaient des séquences d'évolution propres à faciliter l'interprétation des résultats d'enquête.

C'est dans ces deux directions que le travail a été orienté par la suite. Encore convient-il de préciser qu'on s'est limité délibérément à des ensembles de travaux jugés significatifs pour trois raisons :

- parce qu'ils s'inspiraient, chacun pris séparément, d'un projet scientifique explicite et cohérent ;
- parce qu'ils donnaient, ensemble, une bonne image des points de vue susceptibles d'être adoptés sur le terrain (géographique, sociologique, socio-économique);
- et parce qu'enfin leur rapprochement traçait un cheminement logique, en un mot une méthode.

Aujourd'hui, trois textes sont disponibles, consacrés à :

- l'approche des petits espaces ruraux (monographies de terroirs);
- l'étude des communautés villageoises et des groupes ethniques ;
- l'analyse régionale.

Réalisées surtout, mais pas exclusivement, par des géographes, les monographies de terroirs débouchent sur des analyses de systèmes de production. La deuxième approche met davantage l'accent sur les faits d'organisation sociale, et pose le problème de l'évolution et de la transformation des rapports de production. Enfin, l'approche régionale combine des investigations cartographiques exhaustives et des études fines visant à saisir à la fois les systèmes et les rapports de production.

I - LES PETITS ESPACES RURAUX

L'étude des terroirs africains et malgaches a pour but d'analyser, grâce à des monographies cartographiques et dans un espace bien délimité, un paysage marqué par l'activité humaine. Le respect de normes souples, définies dans un texte de 1964 (1), tend à rendre les résultats comparables.

⁽¹⁾ Sautter (G.) et Pélissier (P.), 1964, Pour un Atlas des Terroirs Africains. Structure-type d'une étude de terroir. <u>L'Homme</u>, IV, N° 1, pp. 56 - 72.

L'essentiel de la démarche consiste à passer d'une structure à un système. La structure, ce sont les <u>proportions</u> caractéristiques (1) que l'on peut calculer à partir d'un levé des parcelles du terroir -levé qui peut être mis à jour à plusieurs reprises de manière à fournir une succession d'images datées. Le système, c'est la construction intellectuelle par laquelle on rend compte du <u>fonctionnement</u> de cette structure. On débouche finalement sur des analyses montrant que le système se reproduit ou au contraire se dégrade -suivant par exemple que la durée de jachère permet ou non la reconstitution des sols.

Le système de production est donc à la fois <u>objet</u> (mais objet construit, imaginé à partir des structures révélées par la carte) et <u>support de généralisation</u>. Objet d'étude, puisque c'est bien ce système qu'on cherche à identifier et à suivre dans le temps à travers l'image parcellaire; mais aussi support de généralisation puisque cette entité abstraite qu'est le système de production est jugée caractéristique d'un espace plus vaste que celui du terroir stricto sensu.

Deux problèmes se posent alors : qu'est-ce au juste que le système de production ? Comment justifier la généralisation par laquelle on passe de résultats valables pour un terroir à un diagnostic valable pour une petite région ?

Sur le premier point, une réflexion a été menée à partir du bilan des monographies de terroirs, en collaboration avec J. Forestier, agronome de l'ORSTOM. Elle s'est conclue par une journée de travail collectif à l'INA-PG qui a au moins permis de préciser les diverses conceptions qu'on peut avoir de la notion de système de production. Sans entrer dans les détails, il apparaît que le système de production est vu soit comme une combinaison de productions (exemple : cultures de décrue/cultures pluviales dans la vallée du Sénégal), soit comme une combinaison de facteurs de production. Le système de production s'analyse au niveau de

⁽¹⁾ Superficie cultivée/superficie de terroir. Superficie consacrée à telle culture/superficie cultivée totale. Superficie défrichée dans l'année/superficie cultivée totale. Etc. etc.

l'exploitation, à celui du terroir, ou même au niveau d'un groupe social étendu dans lequel les comportements agricoles présentent une certaine homogénéité. Ces dilatations d'échelle vont de pair, bien entendu, avec une transformation de la notion: du système technique de production (au niveau de l'exploitation), on passe peu à peu au système social de production, dans lequel les rapports de production et notamment l'organisation du travail sont pris en compte.

Sur le second point, on se contentera de dire pour le moment que la généralisation des résultats ponctuels s'appuie sur une insertion de la monographie localisée dans un inventaire géographique exhaustif pratiqué préalablement à une échelle plus réduite (donc sur un espace plus vaste). Nous retrouverons ce problème plus loin, à propos de l'analyse régionale.

Concrètement, l'analyse en termes de systèmes de production permet de mettre en évidence des processus d'extension ou d'intensification des cultures, dans lesquels les notions de rendement à l'unité de surface et de productivité du travail occupent une place essentielle. On identifie ainsi des situations de blocage foncier et de forte pression démographique d'une part, des stratégies de maîtrise de l'espace agraire en zones faiblement peuplées d'autre part -avec des conséquences économiques très différentes dans les deux cas. Cet appareil conceptuel se révèle utile à la fois pour analyser des phénomènes dont la rationalité économique est restée longtemps mal perçue, tels que le retour à l'extensif dans les zones de terres neuves, et pour poser correctement les problèmes d'alternatives plus ou moins tranchées entre culture intensive ou extensive, culture pluviale ou irriguée, culture vivrière ou culture d'exportation, grande ou petite exploitation.

Les études de terroirs sont loin de réduire la dynamique agraire aux conséquences mécaniques des variations du rapport entre le nombre des hommes et la surface cultivable. Au contraire, par une étude fine du système foncier et notamment du mode d'acquisition et de faire-valoir des parcelles cultivées, elles saisissent de manière très concrète la façon dont les rapports de production s'organisent compte tenu des liens de parenté ou de voisinage, de l'appartenance ethnique, des relations de pouvoir. D'autres approches, cependant, privilégient encore davantage les faits d'organisation sociale.

II - COMMUNAUTES VILLAGEOISES ET GROUPES ETHNIQUES

Une série d'études consacrées à plusieurs ethnies africaines a été publiée au début des années 70. Elle a été menée sous l'impulsion de G. Balandier, dans une optique dynamique. Comme les monographies de terroirs cherchaient à le faire par l'approche cartographique, ces travaux visaient à découvrir et à analyser les unités sociales réelles, celles qui sont construites et vécues par les populations en dehors des cadres préétablis relevant de la comptabilité nationale ou de théories pas toujours pertinentes. On voit ainsi, peut-être, naître des classes sociales dans les régions d'Afrique forestière où prévaut l'économie de plantation villageoise, le sud de la Côte d'Ivoire par exemple, mais il n'est pas indifférent que la distinction entre planteurs et manoeuvres recoupe une différenciation ethnique. Il n'est pas indifférent non plus, en savane, que le progrès de l'Islam s'effectue à un rythme très variable selon les ethnies.

Ces monographies relatives à des groupes ethniques, mais menées d'abord au niveau villageois, ne constituent pas une simple description morphologique et statique des sociétés étudiées. Elles s'attachent au contraire à reconstituer leur devenir historique, en montrant que le découpage ethnique se fonde sur une constellation toujours spécifique et mouvante d'éléments divers, plus ou moins cohérents : langue et culture, échanges de femmes et de biens matrimoniaux, contrôle d'un espace, éventuellement institutions politiques du type chefferie, mais toujours conscience d'appartenir à un groupe distinct.

L'examen de ces monographies révèle plusieurs choses :

- D'abord que les ethnies n'équivalent pas, et de très loin, aux plages d'homogénéité que les statisticiens recherchent pour stratifier les univers soumis à enquête par sondage aléatoire. Ces plages d'homogénéité seraient à rechercher plutôt au niveau de groupes infra-ethniques correspondant par exemple à des aires d'échange matrimonial occupées par un groupe endogame, à des espaces de chefferie, à d'anciennes confédérations guerrières caractérisées par des restes de complémentarité économique, etc.

- Ensuite que les groupes ethniques se font et se défont, se mêlent et se recouvrent à tel point qu'une analyse historique minutieuse est indispensable pour savoir de quoi l'on parle. On peut aller plus loin, et dire que si les sociétés rurales africaines se différencient dans un premier temps par les façons qu'elles inventent de régler l'accès à la terre, aux femmes et au pouvoir, ainsi que les modes de partage du produit et d'affectation du surplus, si ce sont bien ces types d'organisation qui les distinguent en tant que sociétés plus ou moins juxtaposées, il n'empêche que tôt ou tard la génération des rapports marchands et l'émergence d'Etats modernes les fait toutes entrer dans une situation où le travail se vend et s'achète, c'est-à-dire où le salariat se généralise. A partir de ce moment, les clivages de classe prennent plus d'importance que les distinctions ethniques. Les études récentes insistent sur l'importance du révélateur qu'est le salariat, et par exemple sur le rôle joué par l'emploi de manoeuvres dans le processus de "défrichement renouvelé" qui caractérise l'évolution de l'économie de plantation ivoirienne.

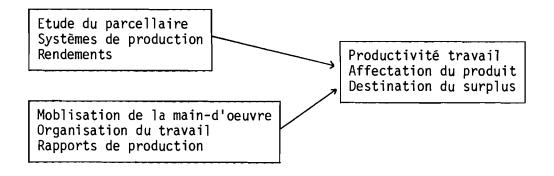
Comme cela était le cas pour les études de terroir, le praticien du développement ou le statisticien ne manque pas de trouver dans les travaux sur les groupes ethniques et les catégorisations sociales des informations pouvant aider, par exemple, à la définition technique des unités d'enquête. Il en tirera cependant surtout des schémas d'évolution permettant d'interpréter les résultats d'investigations ponctuelles, en un mot des théories (c'est-à-dire des façons de voir). Loin de constituer de simples appendices décoratifs propres à nourrir d'idées générales la conclusion d'un rapport, ces théories et ces schémas inspirent de façon très directe la conception des recherches, le choix des objets d'enquête et l'interprétation des résultats.

III - ANALYSE REGIONALE

La méthode d'analyse régionale expérimentée avec une grande souplesse dans la vallée du Sénégal de 1970 à 1980 associe trois composantes principales :

- Un inventaire géographique exhaustif axé sur quelques faits caractéristiques de la région (ici le peuplement et l'utilisation de l'espace);
- Une série d'investigations sur de petits espaces ruraux, menée à la fois dans l'esprit des monographies de terroirs et des monographies villageoises d'anthropologie économique ; ces recherches portent d'abord sur les cuvettes naturelles de décantation où se pratique la culture de décrue ; elles s'élargissent ensuite à des séquences de villages voisins vivant en symbiose (par exemple : pêcheurs proches du fleuve, village toucouleur pratiquant culture pluviale et culture de décrue, village peul avec élevage et culture pluviale, village wolof à culture pluviale seule) ;
- Enfin, des recherches plus thématiques s'attachent soit à une catégorie de population (les éleveurs peul), soit à un secteur d'activité (la pêche), soit surtout à un problème concernant toute la région : les migrations.

Cette méthode vise à saisir le fonctionnement des systèmes de production mis en oeuvre dans l'espace étudié, plus qu'à mesurer les flux qui les réunissent ou qui les relient à l'extérieur. La monographie de petits espaces ruraux joue donc un rôle essentiel dans cet ensemble de recherches. Cependant, si la composante spatiale retient toute l'attention qu'elle mérite, ce n'est pas au détriment des faits d'organisation sociale et des rapports de production. Conformément aux traditions scientifiques bien établies de l'anthropologie économique, les deux orientations repérées ci-dessus se trouvent réunies de manière à converger vers l'étude de la productivité du travail :



Deux échelles d'investigation sont retenues : une cartographie d'ensemble met en évidence de grandes discontinuités que les monographies de petits espaces ruraux sont appelées à préciser, mais les résultats de ces monographies ne prennent leur signification que lorsqu'on les rapproche les uns des autres au sein d'une image globale de plus en plus chargée de contrastes. La démarche est voisine de celle pratiquée par Cl. Raynaut au Niger, dans la région de Maradi et par J.Y. Marchal en Haute Volta, dans la région du Yatenga. A ces deux échelles de travail dans l'espace, se superposent deux dimensions temporelles de recherche. Un élément essentiel du travail monographique consiste à appliquer au parcellaire les données généalogiques, de manière à éclairer les problèmes fonciers. Ainsi l'espace de trois générations définit une première profondeur de champ, valable pour des investigations très détaillées et très localisées. Mais l'étude des migrations requiert une étude historique, menée sur archives, qui porte sur plusieurs siècles. Le problème de la généralisation des résultats ponctuels de recherche se trouve résolu, ou tout au moins résorbé, grâce à un va-et-vient permanent entre ces deux échelles spatiales et ces deux dimensions temporelles de travail.

L'expérience réalisée dans la vallée du Sénégal complète fructueusement les inventaires statistiques qui, tournés avant tout vers l'établissement de moyennes, tendent à effacer les disparités intra-régionales et ne peuvent donc pas fournir, à eux seuls, de connaissances suffisantes pour les opérations d'aménagement. Une telle expérience incorpore les garanties offertes à la fois par l'exhaustivité de la cartographie et par les études fines de type géographique, anthropologique, socioéconomique. Tout un cheminement méthodologique antérieur se trouve ainsi prendre son sens, justifiant s'il en était besoin les longues années qu'il a fallu consacrer à des recherches fondamentales dont l'utilité, aujourd'hui, ne peut plus être contestée.

Tel est, reconstitué à très grands traits, le cheminement qui mène à la fois des structures concrètes et visibles aux systèmes abstraits et invisibles, et d'une approche monographique ponctuelle à une méthode d'analyse régionale. Ici naît une question : pourquoi s'arrêter à ce niveau ? En d'autres termes, pourquoi les recherches sur la transformation des sociétés rurales ne semblent-elles pas dépasser les limites d'un cadre

régional qui, dans une certaine mesure, semble contraindre l'observateur à ne saisir que des adaptations, des réponses et des réactions à des impulsions et des prélèvements trouvant leur origine ailleurs ?

Dans une remarquable synthèse sur les paysanneries africaines, C. Coquery-Vidrovitch écrit : "On a finalement le sentiment paradoxal de se trouver en présence d'une formation sociale certes très majoritaire, mais néanmoins résiduelle, au sein d'un système dominé par le secteur non agricole urbain et extérieur" (1). Tout semble se passer comme si les recherches portant sur cette formation sociale résiduelle, ainsi que les méthodes propres à ces recherches, acquéraient elles aussi un je ne sais quoi de marginal et de résiduel, par contagion sans doute. Cela se traduit notamment par le fait que la construction des représentations macro-économiques officielles, monopole persistant de la puissance publique, demeure hors du champ assigné aux recherches décrites dans cette note. Cette constatation permettra de poser peut-être plus clairement le problème des rapports entre connaissance statistique et connaissance socioéconomique, ainsi que des recouvrements méthodologiques possibles entre ces deux univers.

⁽¹⁾ Les paysans africains : permanences et mutations in Sociétés Paysannes du Tiers-Monde, Presses Universitaires de Lille, 1981, p. 36

Documents analysés	Disciplines concernées	Objet	Concepts principaux
20 monographies de terroir (1963 - 1980)	Géographie Sociologie	Petits espaces ruraux	Densité de population Occupation du sol Systèmes de production Agriculture extensive Agriculture intensive
5 monographies de groupes ethniques (1964 - 1972)	Sociologie Economie	Communautés villageoises Groupes ethniques	Organisation sociale Rapports de production Dynamique sociale
<pre>1 inventaire régional de type statistique (1957 - 1958) 1 ensemble d'enquêtes pluridisciplinaires comprenant : - inventaire cartographique - enquêtes spécialisées - monographies articulées de petits espaces ruraux</pre>	Démographie Economie Géographie Sociologie	Région	Combinaison des deux ensembles de concepts ci-dessus
(1970 - 1980)			

BIBLIOGRAPHIE

COUTY (Ph.) - 1979

Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique. Note AMIRA n° 28, Paris, 43 p. multigr.

COUTY (Ph.) et HALLAIRE (A.) - 1980

De la carte aux systèmes. Vingt ans d'études agraires au sud du Sahara (ORSTOM 1960-1980).

Note AMIRA n° 29, Paris, 121 p. multigr.

COUTY (Ph.), PONTIE (G.) et ROBINEAU (C1.) - 1981

Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux.

Un thème de recherches de l'ORSTOM (Afrique 1964-1972).

Note AMIRA n° 31, Paris, 79 p. multigr.

COUTY (Ph.) et LERICOLLAIS (A.) - 1982

Vers une méthode pratique d'analyse régionale. Le cas de la vallée du Sénégal (1957-1980).

Note AMIRA n° 36, Paris, 115 p. multigr.

DEUX METHODES D'INVESTIGATION IRREDUCTIBLES MAIS COMPLEMENTAIRES

GÉRARD WINTER Mai 1983

0.R.S.1.0.m. 101103 DOCUMENTATION OF 1 1528 P. Lex 2

Cpte 1 A

		•	

DEUX METHODES D'INVESTIGATION IRREDUCTIBLES MAIS COMPLEMENTAIRES

Les Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36 représentant un premier essai, par certains chercheurs de l'ORSTOM, de réflexion méthodologique sur toute une gamme de travaux en Sciences Humaines de l'ORSTOM. Elaborées dans le cadre d'un Groupe pluridisciplinaire, le Groupe AMIRA, qui réunit chercheurs, praticiens du développement et statisticiens et vise à confronter et si possible associer leur pratique méthodologique dans le cadre d'une problématique théorique commune, ces Notes appellent un débat avec les statisticiens. La présente Note constitue un premier "point de vue" d'un statisticien. Elle est destinée à engager et si possible organiser un prochain et plus ample débat collectif.

¥

* *

Les Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36, et tout particulièrement cette dernière, ont l'inestimable mérite de poser avec netteté le problème fondamental; et ceci à partir d'une expérience de terrain diversifiée, longue et féconde dont il est rendu compte avec réalisme et clarté. Audelà de la diversité des techniques d'investigation dont tout un chacun peut tirer profit, au-delà des différences d'objet et de méthode des disciplines des Sciences Humaines ou Sociales à l'ORSTOM (géographie, sociologie, anthropologie économique) dont on voit ici clairement la complémentarité et même la convergence, il s'agit de distinguer, et dans un premier temps d'opposer, deux modes d'approche du réel, deux démarches qui se veulent l'une et l'autre scientifique : la démarche des Sciences Sociales, la démarche du statisticien. L'une et l'autre visent à décrire et représenter un certain champ de la réalité sociale à partir d'un certain nombre et d'un

certain type d'observation (supposés rigoureuses, reproductibles, "fiables"). La question fondamentale, au coeur de la comparaison de ces deux démarches, est de savoir qu'est-ce qui valide l'extension à une réalité non observée des conclusions tirées d'observations dont le champ est forcément limité : les Sciences Sociales procèdent par généralisation, la Statistique par extrapolation.

Les Sciences Sociales mettent à jour des modes de fonctionnement et de reproduction d'entités sociales complexes, elles induisent des principes (ou "lois") d'organisation et structuration du champ social observé, elles font l'hypothèse que les degrés de liberté du réel pour inventer des structures, pour traduire une logique d'interdépendance ne sont pas nombreux : l'hypothèse que le réel est intelligible aboutit ainsi à postuler une certaine "nécessité", contre le "hasard".

La statistique, quant à elle, fonde le processus d'extrapolation des données observées à un champ non observé sur l'hypothèse que la réalité est décomposable en éléments semblables, donc relativement simples ou simplifiables. Certains de ces éléments sont donc "représentatifs" d'autres éléments. Et il est clair que le critère essentiel de similitude, d'homogénéité n'est accessible que par réduction de la complexité et de la variété du réel, c'est-à-dire, là encore finalement, que grâce à une "abstraction". Corrélative de cette notion de similitude, d'homogénéité est celle de différenciation, de variété et donc de classement et de distribution. Toute la statistique mathématique, toute la théorie des sondages sont fondées sur ces notions et visent à tester des hypothèses de similitudes ou de différenciations de collections d'objets et d'événements.

Il y a là, à première vue, deux démarches tout à fait différentes. Soit dit en passant, avant d'y revenir plus longuement, cette différence n'est nullement fondée sur l'opposition, quelque peu superficielle, entre qualitatif et quantitatif. La démarche des Sciences Sociales recompose une réalité multiforme en un tout cohérent et c'est cette cohérence qui valide la généralisation; la technique statistique, elle, décompose cette même réalité en classes d'éléments semblables au sein desquelles elle n'observe qu'un certain nombre d'éléments et extrapole ces observations. Schématiquement : une démarche systémique d'une part, une démarche analytique d'autre

part. L'une recherche d'abord le spécifique, le divers, l'original comme signe de complexité et source de cohérence, l'autre recherche l'homogène comme signe d'identité et source d'extrapolation.

D'où, plus prosa quement, et en exagérant les différences, deux types d'investigation : la monographie et l'enquête statistique. C'est cette antinomie apparente et le sentiment qu'il était nécessaire et possible de la surmonter pour en faire une complémentarité qui furent, pour une part décisive, à l'origine de la création du Groupe AMIRA en 1975. Même si elle proposait un type de solution quelque peu na ve (promouvoir des "enquêtes socio-économiques" relevant de l'une et l'autre approches), la Note AMIRA n° 2 avait le souci de surmonter une opposition de plus en plus stérilisante (1) :

"Cette nouvelle catégorie d'enquête, l'enquête socio-économique, tiendrait à la fois de la monographie et de l'enquête statistique de structures. A la monographie elle voudrait emprunter sa méthode d'approche globale et compréhensive d'une société, à l'enquête statistique de structures ses techniques d'analyse quantitative et représentative d'un ensemble complexe et étendu d'unités sociales. De la monographie il faudrait récuser le caractère trop souvent qualitatif et surtout son souci de montrer ce qui est distinctif plutôt que ce qui est représentatif ou extrapolable. De l'enquête statistique de structures il faudrait abandonner le cadre conceptuel et comptable uniforme, calqué sur celui de la comptabilité nationale, qui permet certes des agrégations successives mais au prix d'une déformation de plus en plus évidente de la réalité (puisqu'il aboutit au niveau national à réduire uniformément les diverses composantes de l'économie au schéma du mode de production capitaliste)".

Et il est vrai qu'il y a 15 ou 20 ans et jusqu'à une époque qui n'est pas encore si éloignée (d'aucuns diraient qu'elle se prolonge encore largement), lorsque statisticiens et chercheurs en sciences sociales entreprirent un effort d'investigation systématique en milieu rural africain,

AMIRA n° 2: "Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain".
 G. WINTER, avril 1975.

leurs ignorances et leur inexpérience les firent utiliser des outils si frustres qu'ils conduisaient à une représentation déformée et peu opératoire de la réalité (cas de nombre d'enquêtes statistiques) ou si fins qu'ils ne pouvaient être que d'une application réduite avant d'avoir longuement accumulé des résultats spatialement et socialement diversifiés (cas de nombre d'enquêtes monographiques) Mais depuis lors les connaissances se sont multiplié et surtout, beaucoup plus récemment, la réflexion systématique et concertée sur ces connaissances et sur leurs méthodes d'obtention s'est considérablement développée et enrichie. Non seulement la nécessité de la complémentarité des deux approches apparaît désormais beaucoup plus clairement mais aussi et surtout le contenu même de cette complémentarité est mieux cerné.

Le chemin parcouru depuis la Note AMIRA n° 2 se laisse désormais apercevoir. Au-delà de l'opposition factice entre qualitatif et quantitatif, ayant écarté l'illusion d'un "compromis hybride" entre deux modes d'enquête hétérogènes, il s'agit de promouvoir des <u>systèmes d'investigation</u> dans lesquels chaque mode d'approche, chaque type d'investigation garde sa spécificité mais <u>valide</u> l'autre. C'est en fonction des objectifs de connaissance et/ou d'action poursuivis que doit être définie la priorité relative (au double sens du terme priorité : antériorité, importance) de chaque type d'investigation, et son rôle de validation.

C'est l'intérêt des Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36 de provoquer un débat susceptible de permettre un premier repérage des lieux de cette rencontre :

- La Statistique comme technique de validation complémentaire d'un processus de généralisation trop souvent basé sur l'intuition incommunicable, et "in-contestable" car non testée, des chercheurs en Sciences Sociales, et comme instrument d'analyse de la diversité des situations mises en évidence ou suggérée par les Sciences Sociales.
- Les Sciences Sociales à l'origine de l'identification des unités, des principes et critères de classification, des variables-clés significatives d'un mode de fonctionnement et d'un processus d'évolution.

- Celles-ci et celle-là promotrices de techniques et procédés de collecte reconnus ultérieurement d'intérêt mutuel.

×

* *

Avant d'expliciter quelque peu ces propositions, il paraît utile de formuler quelques remarques pour dissiper équivoques ou naïvetés.

La Note AMIRA n° 36 introduit vigoureusement le débat sur la comparaison et la complémentarité des deux modes d'investigation. Et c'est vrai que le thème de l'analyse régionale s'y prête particulièrement bien : les chercheurs sont affrontés alors au problème de la représentativité sur un large espace géographique et social, les statisticiens n'ont plus comme objectif essentiel d'estimer les grandeurs macro-économiques utiles à la comptabilité nationale, ils doivent "rendre compte" de la structuration du milieu pour éclairer l'action.

A découvrir la richesse, la qualité, la fiabilité des méthodes d'analyse régionale pratiquées tout au long de la vallée du Sénégal, le statisticien ressent, par comparaison, un sentiment d'impuissance : comme ses techniques, ses méthodes lui paraissent grossières lorsqu'il réalise une enquête statistique ! Et il faut reconnaître que le lecteur non pleinement averti, et malgré les coups de chapeaux respectueux, répétés et ... justifiés des auteurs de la Note n° 36 à l'égard de la MISOES, aura tendance à conclure que, en tant que démarche de connaissance, décidément l'enquête statistique, malgré sa lourdeur, ne fait pas le poids ...

Qu'il sache alors que :

- L'enquête statistique ici présentée, celle de la MISOES, a été réalisée il y a un quart de siècle : ce fut une des grandes premières en la matière, elle a duré moins de deux ans. Quelle que soit sa qualité, exceptionnelle pour l'époque, elle ne reflète pas ce que "pourraient" réaliser désormais en la matière les statisticiens (et qu'évoquait d'ailleurs avec pertinence

Ph. COUTY lui-même dans la Note AMIRA n° 28 "Des éléments aux systèmes. Réflexion sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveaux de vie en Afrique"). Or cette première enquête est mise en regard d'un bilan de travaux scientifiques d'aboutissement récent et étalés sur plus de dix ans. L'accumulation de l'expérience et du savoir change tout (1).

- La contrainte, pourtant essentielle, des coûts n'est pas "évaluée". Il est habituel de porter au passif des enquêtes statistiques leur coût. Et c'est vrai que pour le budget de l'Etat c'est une opération onéreuse, rarement renouvelée, dont les charges sont d'ailleurs faciles à comptabiliser. Mais qui évaluera jamais le coût de cette analyse régionale de la vallée du Sénégal par les chercheurs de l'ORSTOM ? Certes on n'a pas besoin d'une armée d'enquêteurs ni d'une flotille de véhicules, certes encore il n'y a peut-être pas lieu de comptabiliser le coût de photographies aériennes (ou d'images-satellites) prises pour un usage plus général. Mais combien d'années de chercheurs et quel est leur prix ? Et surtout quelle assise financière pour permettre non seulement le financement stricto sensu de ces années-chercheurs mais encore leur permanence? Le prix de cette capacité à accumuler en permanence savoirs et expériences est, à proprement parler, inestimable.

Pour en finir avec ce thème de la plus ou moins grande facilité de mise en oeuvre des deux modes d'investigation ici confrontés, ne négligeons pas ceci : la mise en oeuvre de dispositifs nationaux appropriés est beaucoup plus rapide et effective dans le cas de l'investigation statistique que dans le cas de la recherche en Sciences Sociales.

*

* *

⁽¹⁾ Il faudrait s'interroger sur ce conditionnel : "les statisticiens pour-raient désormais ...". Pourquoi ne le "peuvent-ils pas", pourquoi pas de réalisation exemplaire récente ? Question de coût sans doute mais, plus profondément et tous les travaux du Groupe AMIRA s'en font l'écho, parce que la conception même des systèmes statistiques publics dans de nombreux pays (objectifs, organisation, méthodes, financement, etc.) est "liée" à une certaine conception, historiquement et politiquement défendue, du développement. Théories et politiques de développement influent sur les objets et procédés de l'investigation, lesquels déterminent à leur tour les limites et la consistance des théories et politiques.

Venons-en donc maintenant au coeur du sujet, celui de la nécessaire complémentarité des deux modes d'approche. Et dissipons d'abord un malentendu source d'un faux bien que fréquent débat. Il n'y a pas à opposer le quantitatif et le qualitatif, opposition qui ferait de la quantification l'objet et, selon ses protagonistes, la force de la statistique. Ce qui est profondément en question, sous couvert de ce débat, c'est le problème de la "mesure", au sens mathématique du terme. Il se pose identiquement à la Statistique et aux Sciences Sociales. Il serait trop facile de montrer que toute variable quantitative n'a de signification que si elle est qualifiée, qu'aucune discipline de Sciences Sociales ne se passe de "mesures", que la frontière entre variable quantitative discrète et variable qualitative est fort ténue puisque la notion de "classe", d'intervalles de classe fait passer d'un genre à l'autre, etc.

La Statistique n'est pas la science de la mesure, elle n'est pas d'abord l'élaboration et l'analyse des variables quantitatives, elle est fondamentalement la science des "distributions". Son domaine ce sont les grands nombres, les vastes collections d'êtres (objets, individus, événements, etc.). Son objet c'est le repérage, l'identification, le classement des unités de ces vastes collections et l'étude des variations de leurs caractéristiques. Elle vise à "représenter" et à analyser des distributions de caractères plus ou moins complexes attachés à chaque unité. Et bien sûr un caractère peut aussi bien être qualitatif que quantitatif. Le conceptclé est celui de représentativité, non celui de mesure. C'est cette représentativité justifie l'extrapolation. Elle peut être testée : d'où, d'un qui point de vue méthodologique, sa force irremplaçable. Ajoutons enfin que c'est cette extrapolation qui seule permet de mesurer une grandeur macroéconomique à partir de mesures élémentaires portant sur une partie seulement des unités micro-économiques. Cette capacité à atteindre, par agrégation simulée, une mesure globale explique sans doute, avec le fait qu'effectivement un nombre d'unités c'est une variable quantitative, pourquoi la statistique est considérée comme méthode de quantification.

Et l'on voit bien que c'est sur ce concept-clé de "représentativité" que devrait s'appuyer, s'articuler, mais sans s'y confondre, cette notion de "pouvoir de généralisation" attribué aux travaux localisés et datés des chercheurs en Sciences Sociales. Cette possibilité d'étendre dans le temps et l'espace la "validité" des résultats obtenus par les chercheurs est un des critères de la démarche scientifique.

On se heurte là au problème central du "statut scientifique" des disciplines dont l'objet est l'homme vivant en société. Qu'est-ce qui leur permet de "généraliser" des observations toujours particulières ? Ph. COUTY dans les quatre Notes AMIRA qu'il a signées avec ses collègues de l'ORSTOM s'affronte à ce problème avec beaucoup de finesse, d'intelligence et de réaliste prudence.

Il laisse entendre que la validité du processus de généralisation d'observations et analyses, toujours datées et localisées, n'est pas, en rigueur de terme, démontrable. Et il est vrai qu'il faudrait tester cette hypothèse de validité par quelque plan d'expérience pouvant amener à conclure qu'elle est "fausse" (seul est "vrai" scientifiquement ce qui aurait pu être reconnu faux, ce qui est "falsifiable"). Mais il suggère que cette validité du processus de généralisation est fortement plausible et qu'il est raisonnable de s'y fier (en bref "tout se passe comme si ...").

Cette plausibilité est doublement fondée :

- 1) Conceptuellement d'abord : le travail de terrain permet d'induire des concepts synthétisant un ensemble d'observations diversifiées. Ces concepts, tels que terroir, ethnie, région expriment une cohérence du système social correspondant. Cette cohérence enfin repose sur une structuration, une logique de comportement, une régulation du système. Comme il a été dit plus haut cette conceptualisation tire sa force non seulement de la variété des travaux dont elle rend compte mais aussi de l'idée que les degrés de liberté du réel pour exprimer une logique d'interdépendance ou pour inventer des structures ne sont pas très nombreux. Et cette hypothèse de généralité se valide à chaque fois qu'appliquant cette représentation théorique à un nouveau milieu, à un nouvel espace, à une nouvelle époque, on met en évidence immédiatement des phénomènes jusque là inaperçus.
- 2) Méthodologiquement ensuite : si en multipliant et combinant les périodes et échelles d'observation d'une part, les méthodes d'analyses propres à chaque "champ de cohérence" d'autre part (agro-écologique,

économique, social, politique) on éclaire ou corrobore telle observation par telle autre, on assure alors, effectivement, l'analyse. L'emboîtement et le recoupement d'observations scrupuleuses valident à la fois ces observations et le cadre théorique de leur interprétation réciproque.

Il faut bien voir qu'il ne s'agit pas seulement alors de se fier à la finesse, à la précision, à la rigueur des observations de terrain prises une à une mais plus fondamentalement à la convergence de modes d'approche diversifiés. Soit dit en passant, l'observation qui précède ne devrait pas dissuader les chercheurs de s'étendre davantage dans leurs publications sur les méthodes et les techniques qu'ils ont utilisées, sur le contenu effectif des observations et enregistrements qu'ils ont faits : ils passent parfois un peu trop vite sur ces "matériaux de terrain" comme si la confiance en la matière allait de soi.

La force du géographe vient précisément de ce qu'il regarde et représente sur des cartes la même réalité selon deux "échelles" au moins : une échelle très petite qui lui permet une vue globale et couvrante (images satellites, photos aériennes, cartographie régionale, ...), une échelle très grande propice à l'analyse fine de type monographique. Si, mutatis mutandis, le statisticien peut prétendre procéder de manière analogue lorsqu'il sonde par "degrés" (les "degrés" du sondage à partir de la "couverture" que constitue la base de sondage), il faut cependant noter que le sondage se fait par étapes successives.

Ce qui justifierait les Sciences Sociales dans leur prétention à généraliser ne serait-ce donc pas aussi cette dialectique simultanée du micro au macro ? (1). Et ne faudrait-il pas appliquer cette même dialectique à l'échelle du temps ?

⁽¹⁾ On retrouve là un des thèmes centraux de la réflexion du Groupe AMIRA et il est significatif qu'un de ses nouveaux sous-groupe de travail consacré au "suivi-évaluation de projets" s'affronte à la même question, dans les mêmes termes.

Cf "Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural : orientations méthodologiques". AMIRA - Février 1983. Texte provisoire, en particulier pp. 18-20 qui se résument ainsi : "Chaque palier d'observation nécessite donc la compréhension, même sommaire, des autres paliers, même si les outils d'analyse ne sont pas forcément identiques. Cette représentation "feuilletée" (pour reprendre l'expression de LACOSTE) de la réalité à plusieurs niveaux est peut-être d'ailleurs un moyen de sortir de fausses oppositions à deux termes, de type micro/macro".

Cependant cohérence du système de représentation théorique et rigueur des observations élémentaires qui ont fondé cette représentation ne suffisent pas toujours à valider le processus de généralisation proposé par le chercheur. Cette validation serait renforcée si elle pouvait être soumise à un "test" reproductible. A l'heure actuelle et trop fréquemment encore on se fie ou on est "obligé" de se fier à la qualité du chercheur ou de l'équipe de chercheurs, sans pouvoir reproduire, répéter, vérifier une partie de la démarche de ceux-ci. Or ceux-ci ne cessent de faire des choix d'unités d'observation, de décider d'un certain découpage du champ de l'observation, de procéder à des classements.

Pourquoi ne pas rendre ces choix, ces découpages, ces classements plus systématiques, plus "raisonnés" de telle sorte qu'ils puissent être reproduits, vérifiés et si besoin est complétés ? La représentativité des observations pourrait alors être testée et l'extrapolation statistique viendrait alors conforter l'hypothèse de la validité du processus de généralisation.

On sent bien, et les travaux de l'ORSTOM dont les Notes AMIRA rendent compte tout comme ceux réalisés par l'Université de Bordeaux dans la région de Maradi au Niger le révèlent clairement, que les chercheurs sont de plus en plus conscients de l'importance de ce problème : ils s'appliquent à obtenir une "couverture" de l'ensemble du domaine étudié (photographies aériennes, cartes, recensements), ils multiplient les "échelles" d'observation, "emboîtent" des unités d'analyse les unes dans les autres, recherchent les "découpages" les plus pertinents dans le milieu social étudié, étendent leurs observations aux unités les plus "contrastées", etc.

Un statisticien prenant connaissance des rapports qui rendent compte de ces travaux, et les Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36 n'y font pas exception, est frappé de rencontrer en permanence des expressions (généralisation et couverture, échelles et emboîtement, structures, découpages et segmentations, inégalité et contraste, etc.) en correspondance avec les concepts-clés de sa discipline (représentativité et extrapolation, degrés de sondage et agrégation, stratification, classification et nomenclatures, distribution, etc.).

Avant de donner un contenu plus concret à ces "correspondances", appelant en fait une complémentarité au sein d'un système d'investigation, il faut noter qu'un autre mode de validation des résultats des Sciences Sociales pourrait être envisagé. Il ne concernerait plus la généralisation dans l'espace mais la permanence dans le temps : quelle prévision ces résultats autorisent-ils ? Ce test de la prévision pose aux Sciences Sociales un double problème : celui du retour sur le terrain au bout d'un temps susceptible de donner naissance à des évolutions significatives, celui de l'utilisation des travaux des chercheurs par ceux qui, au-delà d'une meilleure compréhension du réel, veulent ou croient pouvoir en modifier l'évolution. Les statisticiens comme les chercheurs sont affrontés à ce double problème dont la solution, elle aussi, appelle leur complémentarité.

Très schématiquement on peut dire que le chercheur définit les unités et concepts, les principes de catégorisation (typologie), les modes de fonctionnement et d'évolution tandis que le statisticien étudie le champ d'extension de ces unités (quels effectifs dans quel "espace"), le champ de pertinence de ces typologies et le champ de validité de ces mécanismes. Le statisticien observe donc des variations, il étudie des distributions. Se pose à lui alors le problème essentiel de toute science classificatoire (celui de toutes les sciences "naturelles") : jusqu'à quel degré de variation, de différenciation reste-t-on dans la même classe d'unité, dans le même "processus" de fonctionnement ? La réponse vient en partie des chercheurs qui ont défini les unités ou phénomènes à observer et les principes de classification, mais aussi de ceux qui vont utiliser les résultats fournis par les statisticiens : quelles "distinctions" pour quelles actions ? Problème d'autant plus aigu que l'on sait bien que l'homme d'action n'intervient guère sur des "moyennes", il se préoccupe en fait de ce qui est situé ou de ce qui fonctionne ou se manifeste aux limites de classe, aux marges, aux "queues de distribution". Dans une certaine mesure donc c'est le résultat de l'action qui valide ou non les hypothèses de fonctionnement et les typologies proposées par les Sciences Sociales.

La cohabitation des deux modes de saisie du réel que sont les Sciences Sociales et la Statistique au sein d'un même système d'investigations est donc une nécessité non seulement épistémologique mais aussi opératoire. La mise en place d'un tel système dans un pays, une région, une zone de projet est la condition de création d'une capacité endogène d'analyse et de décision.

En résumé, si les chercheurs ne se limitent pas à l'élaboration d'un modèle explicatif du fonctionnement d'un système social ou du comportement d'un type d'unité sociale, ils sont affrontés à trois problèmes complémentaires :

- 1- Définir le champ d'extension et d'application de ce modèle explicatif : c'est le problème de la généralisation/représentativité d'un mode de structuration de la réalité sociale.
- En reconnaître les variétés : c'est le problème des classifications/distributions.
- En suivre, voire en précéder l'évolution : c'est le problème des indicateurs statistiques, simples et permanents, représentatifs de cette évolution.

Ce sont là les trois pôles d'articulation entre Statistique et Sciences Sociales.

*

* *

Ce qui précède se traduit concrètement par une série de "rencontres" entre statisticien et chercheur (1).

- Le chercheur identifie les diverses unités sociales pertinentes, leur mode d'organisation et d'articulation, leur mécanisme de fonctionnement, de régulation, de transformation.
- Le statisticien mesure ou estime les effectifs de ces unités (dénombrement par recensement ou sondage).

⁽¹⁾ Un même individu peut bien entendu être l'un et l'autre, une même étude peut naturellement combiner ces deux modes d'approche.

- Le chercheur caractérise ces diverses unités, il définit les critères de classement, c'est-à-dire de comparabilité ou de différenciation (égalité ou inégalité, homogénéité ou différence, un certain objectif d'analyse ayant été donné). Bien entendu ce principe de classement discriminant se concrétisera par des modalités, des classes. Si, en principe, c'est au chercheur de les identifier, le statisticien, ex ante en fonction des objectifs poursuivis, ex post au vu des résultats, peut concourir à la délimitation de ces classes. En particulier les techniques "d'analyse des données" permettant au statisticien de proposer les combinaisons de critères interdépendants les plus discriminantes.
- Le statisticien détermine la distribution des unités selon ce ou ces critères de classement.
- Bien entendu, ce qui vient d'être dit sur les critères de classement s'applique immédiatement à la question cruciale du choix des unités particulières à étudier par le chercheur et à enquêter par le statisticien. La même répartition des rôles devrait s'opérer en ce qui concerne d'une part le choix des critères de stratification ou des modalités du choix "raisonné", et d'autre part les tests de l'efficacité des sondages opérés. Il y a là un domaine de collaboration essentiel et facile à mettre en oeuvre. Il est extraordinairement rare jusqu'à présent qu'un chercheur apporte la moindre justification quant au nombre et aux choix effectif des unités qu'il a étudiées. Il n'est pas exagéré de dire qu'un "sondage" un peu moins "intuitif" permettrait dans bien des cas de réduire le nombre des unités enquêtées tout en gagnant en représentativité. Il faut explorer les champs d'application des différentes méthodes de sondage : entre l'empirisme absolu et les fortes contraintes du sondage aléatoire il y a des méthodes "raisonnées" que la vogue des sondages aléatoires a exagérément dévaluées.

×

•

Bien d'autres points de rencontre entre chercheurs et statisticiens sont certainement envisageables. Il n'est pas question ici d'en dresser un inventaire systématique. On a voulu simplement dégager les principes d'une complémentarité qui s'avère de plus en plus nécessaire en même temps qu'elle se révèle possible. Cette complémentarité doit s'inscrire dans le cadre de la constitution d'un système d'investigations combinant dans le temps et dans l'espace différents objectifs et différentes méthodes de collecte et d'analyse.

Il n'y a pas bien sûr de système-standard. Chaque système dépend de son champ d'application (pays, région, projet, catégorie sociale, système agraire, circuit de commercialisation, etc.), des caractéristiques du milieu concerné, des objectifs de compréhension et d'action poursuivis, des contraintes pesant sur la collecte, etc.

Plusieurs Notes AMIRA en ont proposé des esquisses pour des spécifications données (en particulier les Notes n°s 2, 18, 24, 30 et 36) (1).

S'il fallait, pour terminer cette Note en ouvrant un débat, avancer quelques propositions en la matière, ne pourrait-on s'entendre sur celles-ci :

- Tout système d'investigation a une double fondation :

1- Un diagnostic à la fois qualitatif et synthétique de la structure et de l'évolution du milieu considéré. Pratiquée selon les méthodes des Sciences Sociales cette approche vise à une compréhension globale des phénomènes, à analyser la réalité sous ses différents aspects et à différents niveaux (de décision ou de cohérence), à élucider dynamismes et blocages grâce à une analyse historique. Il s'en dégage une première définition des unités à étudier, des typologies à considérer, des variables-clés à mesurer, etc.

⁽¹⁾ Cf aussi : "Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural : orientations méthodologiques" - AMIRA, texte provisoire, Février 1983.

- 2- Une "couverture" statistique obtenue par recensements, fichiers, photographies aériennes, etc.
- Tout système d'investigation s'enrichit et s'affine progressivement, non seulement par accumulation des résultats d'enquête et de savoir-faire, mais aussi par prise en compte des effets des interventions. "C'est à travers des conflits, des réactions à des interventions qu'on peut le mieux observer des stratifications sociales et des dynamismes". Permanence et capacité à "enregistrer" les enjeux du débat social telles sont les conditions d'existence de tout "système d'investigation".
- Un système d'investigation combine, à la fois pour des raisons de compréhension des phénomènes observés et de coût des investigations, des enquêtes "emboîtées" à différents niveaux de décision ou à différentes échelles spatiales ou temporelles.
- Un système d'investigation ne peut éviter des enquêtes lourdes, qu'il s'agisse d'enquête de type statistique visant à mesurer des flux (dépenses des ménages d'une région) ou d'enquête compréhensive de type monographique visant à décrire des mécanismes et des comportements (terroir). Il est essentiel de les faire précéder des investigations (enquête de description d'échantillon, cartographie, etc.) nécessaires à la réalisation d'un plan de sondage très efficace dans le temps et dans l'espace pour limiter au maximum ces investigations lourdes tout en les "validant".
- Pour faire le lien entre couverture statistique et enquêtes lourdes sur faible échantillon, pour opérer des sondages efficaces et à plusieurs degrés pour articuler les investigations à différents niveaux, pour comprendre la réalité sociale et fournir des informations utiles à l'action, bref pour assurer sa cohérence d'ensemble, le système d'investigation doit promouvoir des "enquêtes de description d'échantillon" visant à dénombrer des effectifs de diverses catégories d'analyse, c'est-à-dire en fait permettant d'estimer des distributions.



QUALITATIF ET QUANTITATIF

PHILIPPE COUTY Mai 1983

0.R.S.T.O.M. ronus accumentance N°: 15290 & 2

Cpte : A

INTRODUCTION

Le problème des voies, des moyens et des limites de la généralisation, tant statistique que non statistique, semble bien être un problème de fond, auquel ramènent immanquablement la plupart des questions relatives à la construction d'un système composite d'investigations.

Pour tenter d'éclairer ce problème central, je voudrais partir de la distinction que le langage courant persiste à faire entre recherche qualitative et recherche quantitative. Distinction peu fondée, mais dont l'examen pourrait aider à mettre en lumière des pratiques relevant éventuellement de champs d'intelligibilité distincts. L'identification, puis la caractérisation de ces champs d'intelligibilité devrait permettre de mieux comprendre et de mieux formuler les principes de généralisation propres à chacun d'eux. Alors, sans doute, sera-t-on mieux armé pour envisager des procédures véritablement oecuméniques de recherche, associant au sein d'un authentique système d'investigations les diverses techniques dont nous disposons aujourd'hui. Tâche ambitieuse, peut-être présomptueuse, qui ne vise à rien de moins qu'à essayer de reconnaître les contours, sinon le contenu, d'une science sociale peu à peu construite à partir des pratiques.

I - QUALITATIF ET QUANTITATIF

Manière d'être, source des impressions sensibles, la qualité constitue une donnée, dont la continuité ou la répétition donnent lieu à détermination quantitative, dénombrement (1). Se réclamer de l'ethnie serer ou guiziga, c'est faire état d'une qualité (2) à partir de laquelle on peut effectuer des comptages à un moment et dans un espace donnés. Ainsi se dessine une première façon de distinguer qualité et quantité, recherche qualitative et recherche quantitative.

Mais la qualité inhérente au sujet -le fait de se sentir et de se dire Guiziga ou Serer, de même que le fait d'être jeune ou âgé- se distingue aussi de la relation, en tant que celle-ci est extérieure à la nature du sujet. Exemple de relations : l'entretien de rapports d'échange, ou de dépendance, ou de communication, avec d'autres groupes ethniques, avec une société d'intervention, avec l'Etat, avec un sociologue ou un statisticien.

Mettant provisoirement en réserve cette deuxième distinction entre qualité et relation, examinons de plus près l'opposition entre qualité et quantité. Deux voies s'ouvrent pour cet examen. La première permet de montrer qu'une telle distinction est superficielle et peu fondée. La seconde voie, moins banale, conduit à chercher si le fragile clivage entre qualité et quantité n'en masque pas d'autres, moins apparents mais plus significatifs.

⁽¹⁾ Lalande, 1976, p. 864.

⁽²⁾ C'est bien le mot "qualité" que Pontié retient comme équivalent du terme vernaculaire employé par les Guiziga pour désigner l'ethnie (Pontié, 1973, p. 66).

La première voie ne nous retiendra pas longtemps. Le Petit Robert, citant Claude Bernard, rappelle que l'étude qualitative des phénomènes précède nécessairement leur étude quantitative. C'est vrai dans les sciences de la nature, même si, à l'analyse, toute qualité physique se résoud en un très grand nombre de mouvements élémentaires dénombrables -ce qui permet de dire peut-être que la qualité n'est qu'une apparence. C'est vrai en sciences sociales, où la qualité fournit évidemment la donnée, l'objet de la quantification. Le plus élémentaire des tableaux de contingence est bordé par deux marges énonçant des statuts administratifs (Ivoirien/Voltaïque) ou des façons de se comporter (planteur/manoeuvre) et ce sont bien ces marges qualitatives qui donnent un sens aux chiffres ou aux pourcentages placés à l'intersection des lignes et des colonnes. Otez les marges du tableau, il devient inintelligible. Effacez seulement les chiffres, il reste une hypothèse de liaison entre classes de données, un modèle (1). Aussi Lalande est-il en droit de remarquer que "la qualité est une catégorie plus fondamentale que la quantité" (2). La conclusion, triviale, c'est que perception des qualités et dénombrement des quantités forment deux composantes d'une seule et même démarche ; et qu'à proprement parler la distinction entre recherche qualitative et recherche quantitative mène dans une impasse.

Pourtant la langue courante fait cette distinction. Revenons donc à la langue courante, qui, d'une certaine manière, a toujours raison.

Dans un document datant des premiers temps du Groupe AMIRA, G. Winter écrit : "De la monographie, il faudrait récuser le caractère trop souvent qualitatif, et surtout son souci de montrer ce qui est distinctif plutôt que ce qui est représentatif et extrapolable" (3). L'adjectif <u>qualitatif</u> semble ici suggérer deux choses :

^{(1) &}quot;L'assimilation fréquente de la "donnée" à un nombre demande une mise au point très nette : les données ne sont jamais des nombres, même s'il s'agit de données numériques. Pour s'en convaincre, il suffit de lire un tableau statistique en occultant son titre et les intitulés des lignes et des colonnes : on n'obtient qu'un ensemble de nombres sans signification". A. de los Santos, 1983, p. 96.

⁽²⁾ Lalande, 1976, note de la page 864.

⁽³⁾ Winter, 1975, page 10.

- La monographie ne mesurerait pas, ou pas assez, ce qui est mesurable. Elle se contenterait de constatations peu précises, ou peu extrapolables, dans des domaines où l'on peut être quantitativement riquireux : rendements agricoles, temps de travaux, flux monétaires, ...;
- La monographie aurait tendance à privilégier des faits qui, par nature, ne peuvent se traduire en termes quantitatifs ni même donner lieu aux formulations précises que retrouverait nécessairement tout observateur de bonne foi, opérant au même endroit, dans des conditions analogues, etc. Exemples de ces faits : les mythes d'origine, les points de vue d'un groupe sur lui-même et sur les groupes voisins, les relations avec le surnaturel, etc.

Dans les deux cas, le mot "qualitatif" n'a rien de péjoratif. Il ne veut pas dire "insuffisant" ou "imparfait", mais simplement inadapté aux exigences de l'administration ou de la planification économiques.

Un texte plus récent (1), également produit par le Groupe AMIRA, permet de préciser cette analyse :

"Dans le cas du Sine-Saloum (Sénégal), une étude multicritère sur un fort échantillon avait montré l'intérêt d'une typologie reposant sur le croisement de deux critères : la superficie et la superficie par actif faisant apparaître au niveau des rendements et des revenus des résultats très différents qui pourraient s'interpréter en terme de logique culture intensive/culture extensive.

Une analyse purement qualitative (par l'observation, l'histoire, la discussion avec l'encadrement et les anciens), aurait pu arriver plus rapidement au même résultat, en y ajoutant un critère supplémentaire : le niveau d'équipement. Soucieuse de repérer les relations de causalité, cette analyse aurait mis de plus en évidence à quelles logiques différentes correspondaient ces divers résultats.

Certes, l'analyse qualitative comporte des risques d'erreurs (oubli d'un ou de deux types, fausse distinction entre deux types qui en ont la même logique) mais ces erreurs sont facilement corrigées l'année

⁽¹⁾ Dufumier et Gentil, 1983, pp. 39-40.

suivante, après une analyse fine d'un nombre limité d'exploitations.

Il faut voir cependant qu'une analyse multicritère sur un large échantillon en comprend tout autant (manque de fiabilité des données de base, non apparition de critères pertinents, ...) sous une apparence de scientificité mais est plus coûteuse et demande beaucoup plus de temps."

Le mot "qualitatif" veut dire ici que l'on procède avec une relative rapidité, en évitant les mesures minutieuses et répétitives, en recourant à des entretiens ouverts et à l'observation directe (anthropologie visuelle, étude du paysage). L'investigation est menée par des esprits non prévenus, non partisans a priori d'hypothèses ou de procédures trop nettement formulées, en somme <u>prêts à tout</u>, y compris à identifier des "logiques", des "relations de causalité" improbables ...

De ces textes, et d'autres du même genre qu'il serait fastidieux de citer, on tire l'impression qu'il existe dans l'esprit du temps non pas une distinction claire entre recherche qualitative et recherche quantitative mais bien plutôt un système de différences opposant deux constellations de pratiques réelles ou supposées, avec leurs avantages et leurs inconvénients (voir tableau ci-joint). Chacune de ces constellations constitue un ensemble ambigu, parfois contradictoire, de comportements, d'images et de symboles. On soupçonne que la connotation qualitative ou quantitative pourrait n'être guère justifiée objectivement, mais servir de signe de reconnaissance et de drapeau. Derrière ces bruits et ces attitudes, se profilent des groupes ou des individus soucieux de consolider leur image en ébranlant peut-être celle de rivaux réels ou potentiels (1). Ici pourrait commencer tout un discours sociologique : postures, revendications, hostilité, distance, alliances, en seraient les maîtres mots (2). Contentonsnous de déblayer le terrain en signalant quelques faiblesses manifestes du système de différences résumé dans le tableau ci-joint ; nous serons ainsi mieux en mesure de retrouver, s'il(s) existe(nt) le ou les clivage(s) épistémologique(s) exprimés par ce système de différences.

⁽¹⁾ Tout classement n'est-il pas "le lieu où s'affrontent les acteurs sociaux intéresses par ces classements?" Desrosières et Thevenot, 1979, p. 52.

⁽²⁾ Waast, 1981.

	Constellation qualitative	Constellation quantitative		
Connotations Positives	 Contact direct avec le sensible, perception nuancée capacité de découverte. Aptitude à sentir l'imprévu, l'immatériel. Facilités de réorientation des investigations. Rapidité (éventuelle, en fait fondée sur une longue expérience antérieure). Confusion fréquente des tâches de conception, exécution et traitement : maîtrise égale de l'ensemble du processus d'investigation. 	 Accent mis sur les dénombrements "objectifs", les sondages aléatoires rigoureux, les procédures contrôlables, les traitements impersonnels, les généralisations vérifiables. Facilité des rapports avec les organismes de financement à l'administration de la recherche. Bonne image de marque auprès du public (et des contribuables ?) : scientificité, technicité, ésotérisme rassurant. Canevas précis, échéances datées. 		
Connotations Connotations Négatives Ambivalentes	 Esprit de finesse ? Petits échantillons raisonnés, questionnaires ouverts. Observation-participation, recours à un éventail large de techniques, possibilité de transformer les termes de référence initiaux. Elaboration artisanale, de type souvent littéraire. Délais prolongés (présence sur le terrain, exploitation des matériaux). Manque de précision, approche subjective et individualisée, non-répétitivité, voire non-scientificité ? Difficulté de généralisation. Faible coût (?), mais difficulté à entrer dans les cadres prévus par l'administration de la recherche, les organismes de financement, etc. 	, , ,		

On pourrait faire observer, tout d'abord, que nous avons bien affaire à un <u>système</u> de différences, chaque moitié du tableau renvoyant à l'autre et n'existant que par l'autre. D'où une tendance à schématiser et à exagérer les oppositions. En réalité, les ambigüités pullulent.

Exemples types de travaux à forte composante qualitative, la monographie de village et la monographie régionale fourmillent de comptages, de recensements, de mesures et d'estimations. Le principe même d'une étude de terroir n'est-il pas d'établir, à partir de données relatives aux parcelles cultivées et aux unités d'habitation (données chiffrées, pour la plus grande part), une série de proportions révélant une structure ou une suite chronologique de structures, d'où l'on déduit la configuration du système de production ? Ce système de production, ce type idéal, une fois construit mentalement, il reste à délimiter l'aire plus ou moins étendue -mais englobant toujours le terroir étudié- sur laquelle il fonctionne. A l'évidence, la technique statistique semble appropriée pour effectuer cette délimitation, qui se confondra nécessairement avec l'étude de certaines distributions. Cela revient à dire que la monographie, fructueux préalable de l'enquête statistique, servirait au repérage des objets à dénombrer, à la définition des critères de stratification, à l'analyse des mécanismes à vérifier. Voilà déjà de quoi miner à la base l'opposition factice entre investigations qualitatives et quantitatives.

L'esprit de finesse, la capacité d'improviser et d'adapter, l'aptitude à traiter la nuance, sont tout aussi nécessaires au statisticien qu'au chercheur "qualitatif". Plus, peut-être, car s'il effectue ce qu'on appelle une enquête <u>lourde</u>, le statisticien doit manier des équipes importantes alors que le chercheur isolé se contente le plus souvent d'un interprète. Or on sait bien que "le gouvernant, à quelque degré qu'il soit gouvernant, a pour métier de persuader, d'amuser, de détourner, d'effrayer, ...; et comme la matière est ici capricieuse, un jour grondant et résistant, le lendemain chantant, ainsi se développe l'esprit de finesse" (1). Il arrive, inversement, que des sociologues non quantitatifs fassent preuve d'esprit de géométrie sous sa forme la plus insupportable, à en juger par

⁽¹⁾ Alain, 1969, p. 171.

la langue dans laquelle ils écrivent. C. Wright Mills l'a démontré, naguère, en "traduisant" sarcastiquement quelques pesants passages de Talcott Parsons (1).

Enfin, le fait de manier beaucoup de chiffres ne situe nullement les chercheurs "quantitatifs", en tant que tels, du côté de la précision. De même, l'intérêt de l'anthropologue ou du sociologue pour le registre qualitatif ne les condamne en aucune façon au flou et à l'approximatif. Ce qui paraît décisif, dans les enquêtes statistiques, c'est l'adéquation des catégories et des unités adaptées aux phénomènes que l'on souhaite reconnaître et mesurer. Cette adéquation difficile requiert une inventivité qui ne diffère pas essentiellement de celle dont l'anthropologue a besoin pour exprimer, avec des mots précis et des concepts non déformants, les fluides modalités d'un rapport social ou d'une idéologie.

X

* *

Si le clivage entre recherches qualitatives et recherches quantitatives apparaît peu fondé, il n'en est pas moins vrai qu'il trahit, en la déformant sans doute, une distinction voire une opposition plus fondamentale qu'il est souhaitable d'éclairer.

Identifier cette distinction souterraine, c'est une tâche qui sort du domaine couvert par cette note introductive. Il en sera rendu compte dans un autre texte. On peut simplement signaler que l'examen du problème conduit à repérer deux champs d'intelligibilité, l'un caractérisé par la prise en considération du singulier, l'autre par celle du régulier. Au registre du singulier, paraît se rattacher un processus d'induction immédiate, permettant d'identifier, à partir de perceptions peu nombreuses, des

^{(1) &}quot;One could translate the 555 pages of <u>The Social System</u> into about 150 pages of straight forward English. The result would not be very impressive ...".
Wright Mills, 1975, pp. 33-40.

modes d'organisation, des mécanismes, des intrigues historiques. La justification la moins discutable de ce processus de généralisation quelque peu énigmatique, c'est peut-être le principe de parcimonie, selon lequel les formes d'organisation sont en nombre limité, dans le temps et dans l'espace. Le registre du régulier est rendu intelligible par un processus de généralisation plus connu, l'induction amplifiante, dont l'extrapolation statistique à partir de sondages aléatoires forme un cas particulier et privilégié. Orientée vers l'étude des distributions, des proportions et des relations, l'observation du régulier, pas plus que celle du singulier, ne devrait se constituer en champ d'intelligibilité autonome -bien qu'elle ait tendance à le faire. La mise en place de véritables systèmes d'investigation exige une combinaison des deux registres -singulier et régulier- et des deux processus d'induction -immédiate et amplifiante-.

BIBLIOGRAPHIE

ALAIN - 1969

Mars ou la guerre jugée Paris, NRF, Gallimard, Coll. Idées, n° 178, 309 p.

DE LOS SANTOS (André) - 1981

Pour un approfondissement théorique de la notion d'information économique et sociale.

STATECO, n° 33, Mars 1983, pp. 92-112.

DESROSIERES (Alain) et THEVENOT (Laurent) - 1979

Les mots et les chiffres : les nomenclatures socio-professionnelles Economie et Statistique n° 110, pp. 49-65.

DUFUMIER (Marc) et GENTIL (Dominique) - 1983

Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques (version provisoire).

Paris, 90 p. multigr. (Diff. restreinte).

LALANDE (André) - 1976

Vocabulaire technique et critique de la philosophie.

Paris, PUF, 12e édition, 1 323 p.

PONTIE (Guy) - 1973

Les Guiziga du Cameroun Septentrional.

Mémoires ORSTOM, n° 65, Paris, ORSTOM, 255 p.

WAAST (Roland) - 1981

Introduction à une discussion à propos du livre : La Distinction, critique sociale du jugement", de P. Bourdieu.

Note AMIRA n° 34, Paris, 23 p. multigr.

WINTER (Gérard) - 1975

Le point de vue d'un planificateur sur l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain.

Note AMIRA n° 2, Paris, 24 p. multigr.

WRIGHT MILLS (C.) - 1975

The Sociological Imagination.

Penguin Books, Harmondsworth, 256 p.



LE CHIFFRE, LA CARTE ET LA PAROLE

Ont participé à cet entretien, qui s'est tenu le 24 juin 1983, à l'I.N.S.E.E., et ont contribué à la mise au point du compte-rendu :

- M. BLANC, P. DELORME, A. DESROSIERES, R. HALLU, C. LECANU, J. LORIGNY, G. ROY, P. VERNEUIL, G. WINTER, de l'I.N.S.E.E.;
- D. GENTIL, de l'I.R.A.M., et P. THENEVIN, consultant privé;
- Ph. COUTY, J.M. GASTELLU, A. HALLAIRE, A. LERICOLLAIS, J.Y. MARCHAL, Cl. ROBINEAU, de 1'O.R.S.T.O.M.
 - G. PONTIE (O.R.S.T.O.M.), en mission, a fait parvenir des remarques écrites. Compte-rendu rédigé par Ph. COUTY.

PARIS, 22 Novembre 1983 Nº 1096 / 150

0.R.S. 1. 0.m. remain bootsmontaine

N°: 1529 1, ex 2/

Cpte 7 A

		·	

Pour bien savoir les choses, il en faut savoir le détail, et comme il est presque infini, nos connaissances sont toujours superficielles et imparfaites.

LA ROCHEFOUCAULD

Grâce à l'initiative et au soutien du groupe AMIRA et du Service de Coopération de l'I.N.S.E.E., on dispose désormais (1) d'un essai de bilan méthodologique tiré des recherches que l'O.R.S.T.O.M. a menées de 1960 à 1980 sur la transformation des milieux ruraux en Afrique Sub-Saharienne.

Le volume considérable de ces recherches empêchait d'en faire une analyse intégrale. On y a donc prélevé trois sous-ensembles relatifs aux structures agraires, aux communautés villageoises et aux groupes ethniques, et enfin à l'analyse régionale. Ces trois sous-ensembles constituent une fraction particulièrement significative du total des travaux en cause, car il font apparaître:

- des approches s'inspirant de projets véritablement scientifiques;
- une évolution traduisant peut-être un début de convergence entre disciplines;
- et surtout une cohérence générale attestée par le fait que le troisième sous-ensemble (analyse régionale dans la Vallée du Sénégal) combine efficacement des approches propres aux deux premiers.

La réunion organisée le 24 juin 1983 à l'I.N.S.E.E. a eu pour objet de présenter les résultats de ce bilan à un public où figuraient non seulement des chercheurs et des praticiens du développement, mais aussi des statisticiens professionnels. WINTER rappelle à ce propos qu'à l'origine (1979), le bilan des travaux de l'O.R.S.T.O.M. était surtout destiné aux statisticiens. On se proposait par exemple d'éclairer le choix des unités d'observation ou des niveaux de regroupement. On voulait fonder une critique

•••/•••

⁽¹⁾ juin 1983

constructive des critères utilisés pour la stratification, notamment celui de l'appartenance ethnique. Peu à peu cependant, ces objectifs de départ se sont modifiés. Une meilleure connaissance du corpus de recherche étudié a montré la possibilité et la nécessité d'aborder des questions plus fondamentales. Au lieu d'envisager une simple amélioration de la pratique statistique ou de l'efficacité des enquêtes, on en est venu à se demander si les méthodes et les techniques de recherche employées sur le terrain par les géographes, les sociologues et les socio-économistes de l'O.R.S.T.O.M., ne pouvaient pas - dans certains cas et pour certains objectifs - se substituer aux méthodes et aux techniques des statisticiens.

Pour apporter un début de réponse à cette question, il fallait élucider deux points difficiles :

1) Si la technique statistique doit céder la place, dans certains cas, à des techniques de type monographique, encore faut-il que les résultats des monographies ponctuelles soient généralisables à l'échelle de populations ou de régions relativement étendues, et cela dans des conditions aussi rigoureuses et aussi vérifiables que celles de l'extrapolation statistique probabiliste. S'ils existent, ces procédés de généralisation non statistique peuvent-ils être explicités et formalisés ? Peut-on dire les raisons, trop souvent intuitives, auxquelles un chercheur fait appel pour affirmer que les résultats de ses observations dans tel village, à tel moment, valent également pour une période moyenne ou longue et pour dix ou cinquante autres villages observés très superficiellement ou pas du tout ? Seul un éclaircissement sur ce point peut fonder un jugement sur la validité scientifique comparée et sur la recevabilité des procédures statistique et non statistique d'investigation socio-économique. Cette question cruciale forme justement l'un des sujets du débat du 24 juin. Il s'agit de savoir si des statisticiens, des spécialistes du sondage, admettent qu'à la condition d'être située avec précision dans une couverture cartographique et dans un découpage géographique, la monographie (éventuellement réitérée) puisse être préférée dans certains cas à l'enquête statistique. Autrement dit : le choix raisonné et l'utilisation simultanée de plusieurs échelles de travail emboîtées peuvent-ils parfois remplacer le sondage aléatoire?

2) La possibilité et la validité d'un mode non statistique de généralisation une fois établies et reconnues, il faut examiner les problèmes posés par la combinaison des enquêtes statistiques et non statistiques. C'est-à-dire se pencher sur les systèmes d'investigation. De tels systèmes offrent des perspectives beaucoup plus intéressantes que celles du pur et simple remplacement d'un type d'enquête par un autre. Mais quand on parle de "système d'investigation", on peut envisager deux choses. On peut tout d'abord répartir divers domaines d'étude entre différents spécialistes, attribuer par exemple l'étude des régimes fonciers aux spécialistes de la monographie géographique ou anthropologique, en réservant l'étude des budgets familiaux ou de la consommation aux statisticiens. On peut aussi chercher à superposer les deux styles d'investigation à propos d'un milieu social donné, en distinguant les aspects ou niveaux de la réalité qui exigent une étude fine et ceux qui, s'agissant de la même réalité, relèvent du dénombrement statistique. Parmi les premiers aspects, on rangerait tout ce qui touche aux structures sociales, aux comportements, aux mécanismes de fonctionnement et de régulation, aux conflits et aux seuils de rupture. Aborder les seconds aspects, c'est se demander si telle caractéristique identifiée et décrite par la technique monographique se trouve soit largement distribuée dans l'espace et dans le temps, soit au contraire parfaitement singulière.

Telles sont, en schématisant beaucoup, les deux interprétations qu'on peut donner à l'expression "systèmes d'investigation". De toute manière, c'est bien la possibilité et la nécessité d'associations entre plusieurs modes d'approche de la réalité que

met en évidence le bilan des recherches de 1'0.R.S.T.0.M., et c'est bien de cette question qu'il faudra débattre un jour plus à fond. En attendant cette échéance, on peut rendre compte des échanges de vues auxquels a donné lieu la réunion du 24 juin. Les sujets abordés seront présentés sous quatre rubriques :

- Possibilités comparées des enquêtes statistiques et non statistiques ;
- Rôle joué par l'espace comme "entrée" dans un univers à étudier ;
- "Le petit et le grand" : agrégation et généralisation des données ;
- Accumulation des connaissances et progrès des méthodes.

* *

I - POSSIBILITES COMPAREES DES ENQUETES STATISTIQUES ET NON STATISTIQUES.

a) Tour d'horizon.

D'entrée, DELORME, rappelle qu'on n'est guère fondé à comparer une enquête statistique pendant laquelle le contact avec les personnes interrogées revient surtout à un personnel peu averti, peu zélé, insuffisamment formé, avec une monographie réalisée entièrement et directement par un chercheur confirmé. Ce point important avait déjà été souligné, à juste titre, par WINTER, dans sa note introductive (1).

Il est cependant légitime de préciser quel ordre de résultats on peut attendre de l'une et de l'autre catégorie d'enquêtes. Ces résultats sont d'inégale qualité, bien sûr, mais il faut aussitôt ajouter que, justement en raison du capital d'expérience et de la finesse d'approche qu'elle requiert, la monographie souffre de ne pouvoir être facilement répétée. Les procédés qui permettent de la mener à bien sont difficilement transmissibles. Il devient dès lors problématique de comparer des données recueillies par voie monographique, et COUTY le confirme en mentionnant les difficultés rencontrées lorsqu' A. HALLAIRE et lui-même ont voulu regrouper les données tirées d'une vingtaine d'études de terroirs.

Pour DELORME, la monographie constitue en fin de compte un bon moyen de préparer une enquête statistique, de construire et de tester par exemple une nomenclature d'agents ou de spéculations agricoles. Point de vue partagé par ROY, qui qualifie la monographie de "point de passage obligé" vers l'enquête par sondage, et qui demande si des analyses factorielles ont parfois porté sur un même ensemble de données tirées à la fois d'enquêtes statistiques et de monographies.

.../...

⁽¹⁾ WINTER (G.): <u>Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires</u>, AMIRA, Mai 1983, 15 p. multigr.

Il est clair en tout cas que l'avantage possédé par l'enquête statistique en ce qui concerne la comparabilité des données a pour contrepartie un indéniable appauvrissement de l'information collectée. Pour LORIGNY, par exemple, c'est avant tout sur les monographies, toutes ponctuelles qu'elles soient, qu'il faut compter pour construire une véritable science sociale, et non sur des résultats statistiques masquant les particularités significatives des systèmes. LORIGNY se demande cependant si, dans bien des cas, les auteurs de monographies ne pourraient pas accorder davantage d'attention aux problèmes de mesure. Il rejoint sur ce point ROBINEAU, qui reconnaît non seulement qu'un discours de type qualitatif a souvent besoin d'être étayé ou illustré par des résultats quantitatifs, mais encore qu'une enquête statistique diachronique permet souvent d'identifier une évolution voire même de commencer à analyser une dynamique sociale. WINTER rappelle à ce propos que l'approche monographique pourrait souvent, sans coûts supplémentaires, s'appuyer sur des échantillons statistiquement plus satisfaisants. Encore convient-il de s'entendre sur ce qu'on entend par mesure. Deux géographes interviennent pour dire que les conditions dans lesquelles, en fait, se déroule aujourd'hui une enquête statistique en Afrique, peuvent bannir tout espoir sérieux de mesurer exactement une surface cultivée ou une quantité récoltée (HALLAIRE, LERICOLLAIS). Ce point est particulièrement important. On ne veut pas dire par là qu'il soit définitivement illusoire de chercher à effectuer certaines mesures, et de nombreuses études de terroirs au contraire montrent qu'en combinant les photographies aériennes, un levé du parcellaire effectué par le chercheur ou sous son contrôle direct, et des entretiens prolongés avec les paysans, il est tout à fait possible d'obtenir des résultats corrects dans les domaines cités. Mais ces procédures délicates exigent un niveau de qualification, une curiosité d'esprit et un temps de présence sur le terrain très supérieurs à ce qu'il est raisonnable de demander aux enquêteurs employés dans une enquête statistique courante. Les confusions possibles entre parcelles attribuées dans un même champ à des cultivateurs et cultivatrices différents, les problèmes de coîncidence entre surface semée, sarclée et récoltée, pour ne citer que ces exemples, rendent effectivement difficile la mesure de surfaces non replacées dans un parcellaire qui permet de les vérifier par ajustement mutuel. En ce qui concerne les quantités,

la transformation des unités vernaculaires en mesures de poids, ou encore la prise en compte de la glane, pour ne citer à nouveau que deux exemples, requièrent un degré élevé d'attention critique. Dès lors on voit bien dans quelles directions les institutions statistiques devraient s'orienter : formation et engagement plus poussés des enquêteurs, participation accrue des populations, réduction des échantillons permettant des observations plus précises. Car des enquêtes statistiques restent et resteront nécessaires, il convient de le rappeler, si l'on veut définir et suivre une politique économique au plan national, en matière d'indépendance alimentaire par exemple (WINTER).

Il reste que les caractéristiques de l'agriculture africaine se conjuguent avec celles de la démarche géographique pour donner une orientation et une signification particulières aux mesures effectuées dans les études de terroirs villageois. Le véritable objet de ces monographies, c'est d'identifier, d'analyser des mécanismes de fonctionnement (GASTELLU). Cet objet est saisi sous certains aspects quantitatifs, mais de façon accessoire, comme si les chiffres venaient illustrer ou soutenir une intuition acquise par d'autres voies.

D'ailleurs, poursuit LERICOLLAIS, le géographe cherche plus à reconstituer le cheminement du producteur africain qu'à figer des résultats obtenus à un moment donné (toujours plus ou moins arbitrairement choisi). GENTIL ajoute, dans le même sens, que les données statistiques stricto sensu, c'est-à-dire isolées ou non régulières, ne sont guère utilisables par les spécialistes du suivi de projets. Que veulent en effet ces praticiens, sinon connaître et comprendre la logique, toujours complexe et souvent contradictoire, du fonctionnement des exploitations? Cet objectif les oblige à considérer des trajectoires historiques, des itinéraires (1). L'examen de corrélations statistiques "objectives", dit encore

⁽¹⁾ En agronomie, un itinéraire technique est"une combinaison logique et ordonnée de techniques qui permettent de contrôler le milieu et d'en tirer une production donnée". L'itinéraire technique comporte deux niveaux : un choix entre plusieurs stratégies possibles pour atteindre un objectif, car il y a des compensations entre techniques et des risques variés dûs aux aléas climatiques; et un choix tactique, au moment de réaliser les opérations culturales prévues, qui résulte de l'analyse immédiate de la situation. SEBILLOTTE (M.): Agronomie et agriculture. Essai d'analyse des tâches de l'agronome. Cahiers ORSTOM, série Biologie nº 24, 1974, p. 8-9.

GENTIL, mené sans référence suffisante à la chronologie des opérations culturales, peut engendrer de grossiers contre-sens en matière d'analyse des rendements (1).

En résumé, pour VERNEUIL, la technique statistique ne peut pas ne pas recourir à des concepts plus rudimentaires que ceux des sciences sociales, et elle exige, presque par définition, l'application de procédures préétablies et standardisées. Cela fait sa force, et aussi sa faiblesse. La véritable recherche reconnaît au contraire la nécessité d'une interaction dialectique entre enquêteurs et personnes interrogées, d'une participation accrue avec les populations étudiées (BLANC). On procède alors à une construction collective et progressive dont ni le cours ni les résultats ne sauraient être prévus à coup sûr.ROBINEAU donne son entier accord à cette façon de voir. Dans le même sens, LERICOLLAIS met en parallèle les avantages et les inconvénients respectifs du tirage aléatoire d'une part, et d'autre part du choix raisonné fondé sur l'existence de données antérieures, l'accord avec les villageois etc. Aucun de ces procédés n'a le monopole de la scientificité, et la meilleure solution repose en général sur un compromis entre choix au hasard et choix raisonné.

b) Deux grands types d'approche.

Une fois effectué le tour d'horizon précédent, les participants ont reconnu sans difficulté que l'objectivité statistique peut se trouver détériorée ou même détruite par des codages et des nomenclatures discutables. Même lorsqu'elle exhibe des signes surabondants de technicité, même lorsqu'elle est réputée adhérer mécaniquement aux "faits", l'investigation demeure un processus culturel et social (DESROSIERES). Tout "fait" se fabrique, en vertu de manières de voir et à la suite de conflits sur lesquels il faut faire toute la lumière possible. L'enquête statistique, à cet égard, n'est guère mieux placée que la recherche la plus intuitive. Simplement il peut être difficile de crever l'écran d'une technicité ésotérique pour démasquer l'équi-

•••/••

⁽¹⁾ DUFUMIER (M.) et GENTIL (D.) - <u>Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques (version provisoire</u>), AMIRA 1983, p. 16

voque de catégorisations soi-disant "naturelles". D'où l'urgence de dépasser la fausse opposition du qualitatif et du quantitatif (1) pour atteindre une structuration moins superficielle des modes d'appréhension du réel. DESROSIERES attire à ce propos l'attention sur deux textes où, partant d'une étude sur le marché du travail en Andalousie, COMBESSIE oppose non pas méthodes quantitative et qualitative mais approche compréhensive et approche par abstraction généralisante (2).

L'approche compréhensive saisit son objet dans et comme un faisceau dense de relations, alors que l'approche par abstraction généralisante en retient seulement quelques aspects isolés, homogènes, comparables et généralisables. A partir d'une telle distinction, on peut repérer et classer les "effets de méthode" caractéristiques de chaque approche. La démarche abstraite et extensive produit des régularités, elle se prête à l'établissement de lois. L'approche intensive et compréhensive privilégie la diversité des aspects et des relations qui constitue son objet, elle "sature de tous les sens possibles un cas isolé dans l'espace et dans le temps". COMBESSIE refuse d'attribuer un monopole quelconque à l'une ou à l'autre de ces approches. L'approche compréhensive, par exemple, n'est pas nécessairement plus heuristique que l'approche généralisante, laquelle à son tour ne sert pas qu'à valider des hypothèses. COMBESSIE estime qu'une enquête statistique extensive peut fort bien mettre en évidence des relations que l'approche compréhensive devra valider et vérifier. En fin de compte, COMBESSIE formule trois recommandations:

> - Associer le plus souvent possible les deux approches, et cela aussi bien quand on procède à une enquête qualitative qu'à une enquête quantitative;

> > . . ./ . . .

⁽¹⁾ L'approche dite qualitative ne répugne pas à la mesure, non seulement pour illustrer un propos, mais aussi pour déceler des sens (ROBINEAU).

⁽²⁾⁻COMBESSIE (J. Cl.) - <u>Effets de méthode.A propos du marché du travail</u>, Université de Picardie, Sept. 1982, 18 p. multigr.

⁻COMBESSIE (J. Cl.) - Marché du travail et dynamique des valeurs. La cueillette du coton en Andalousie, in <u>Actes de la Recherche en Sciences Sociales</u>, nº 41, Fév. 1982, pp. 73-85. Le premier de ces textes, auquel sont empruntés les citations qui suivent, a fait l'objet d'une communication à la journée d'étude "Statistique et Sociologie" du 15 oct. 1982. Voir à ce sujet le compte-rendu d'A. DESROSIERES et Y. LEMEL dans <u>le Courrier des Statistiques</u>, nº 26, Avril 1983, pp. 64-66.

- Puisque certaines disciplines tentent à monopoliser les aspects statistiques de la réalité, "sociologiser" la démarche en diversifiant les points de vue et en spécifiant les relations;
- Donner toujours la priorité au moment le plus concret de l'approche, "qui doit excéder chacune des étapes antérieures et même leur ensemble, puisque les vertus heuristiques de la compréhension ne doivent pas être stérilisées par les phases précédentes, plus abstraites".

II - ROLE JOUE PAR L'ESPACE COMME "ENTREE" DANS UN UNIVERS COMPLEXE.

La discussion sur les cadres de collecte et de regroupement des données élémentaires s'est en grande partie centrée sur la notion d'espace. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord la présence de plusieurs géographes de 1'O.R.S.T.O.M., disposant d'une grande expérience en matière d'études de terroirs et d'études régionales, mais aussi l'évident intérêt des statisticiens pour les relations entre approche statistique et approche géographique.

Pour DESROSIERES, l'espace n'est guère privilégié par les statisticiens en tant que cadre servant au recueil et au rassemblement de l'information. A l'I.N.S.E.E., on parle rarement d'espace. On s'intéresse plutôt à des cadres d'une autre nature, à des catégories socioprofessionnelles par exemple (CSP), ou à des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS). Même quand on adopte un cadrage de type spatial, d'ailleurs, on ne peut éviter la référence au social, jugée essentielle par DESROSIERES (1). Ce qui compte en définitive, c'est l'espace-objet social, où se déploient l'échange et la communication; ou encore l'espace objet et terrain de conflits et de confrontations.

Un tel point de vue rencontre l'assentiment de ROBINEAU, qui rappelle que les notes AMIRA soumises à discussion n'ont pas porté seulement sur des travaux à dominante géographique. La note n° 31, en particulier, contient un bilan de monographies ethniques réalisées en grande partie à partir d'études de communautés villageoises. Dans ce genre de recherches, l'accent est mis sur l'histoire des rapports sociaux, et les aller-retour du village à l'ethnie ne se réfèrent qu'indirectement à la notion d'espace.

.../..

⁽¹⁾ La relativité culturelle ou sociopolitique des découpages spatiaux a récemment été mise en lumière par les travaux suivants :

⁻ CHARTIER (R.) - Les deux France - Histoire d'une géographie, in <u>Cahiers</u> d'Histoire, tome XXIII, 1978, n° 4

⁻ CHARTIER (R.) - Science Sociale et découpage régional, Note sur deux débats 1820-1920, in <u>Actes de la Recherche en Sciences Sociales</u>, nº 35, Nov. 1980, pp. 27-36

Il est malaisé de formaliser ces aller-retour, mais il fait peu de doute pour ROBINEAU qu'ils autorisent à généraliser à partir d'observations localisées. Comme le dit DESROSIERES, il faut en somme opérer un détour productif pour discerner au niveau du "petit" les liaisons permettant d'interpréter les constatations faites au niveau du "grand".

Certains géographes soulignent avec force que "l'entrée spatiale" n'est pas la seule disponible et ne convient pas toujours. Commode pour l'étude des systèmes de production et des flux, elle peut se révéler inadéquate lorsqu'on s'intéresse à des groupes sociaux dont le lien avec un espace mettement identifiable n'est ni évident ni permanent. C'est pour cette raison, précise LERICOLLAIS, que l'étude régionale de la Vallée du Sénégal a nécessité à la fois des enquêtes menées sur de petits espaces ruraux (séquences de monographies articulées) et d'autres cadrées sur des groupes difficiles à localiser, ou plus mobiles que d'autres, comme les pêcheurs et les éleveurs.

A vrai dire, le contenu que les géographes donnent à la notion d'espace en fait un concept spécifique, difficile à confondre avec les notions analogues maniées par d'autres spécialistes. Le terroir, indique LERICOLLAIS, n'est pas un niveau d'investigation statistique. Il ne constitue pas un échantillon représentatif dont on pourrait toujours délimiter les contours, et par conséquent estimer la représentativité par rapport à une "population" de base. Pour MARCHAL, l'espace géographique est socialisé et totalisant. Alors que le statisticien agricole part des unités de résidence et des parcelles cultivées montrées à l'enquêteur par les chefs d'exploitation (ou les personnes qui se disent tels), le géographe choisit une portion d'espace, la cartographie (c'est-à-dire en décrit intégralement et fidèlement le contenu, surfaces cultivées et non cultivées), puis dépouille les matériaux recueillis. Il s'entoure ainsi de garanties pour ne rien laisser échapper. "Entrée" éminemment concrète, note VERNEUIL, totalisante certes, mais plus tournée vers l'intelligence d'équilibres statiques que vers celle des évolutions et des dynamismes. VERNEUIL craint que les monographies de terroirs ne privilégient l'étude des <u>facteurs</u> de production (envisagés dans des <u>systèmes</u> de production), et saisissent mal la dynamique des rapports de production.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Madagascar, remarque ROBINEAU : les études effectuées dans la Grande Ile sur des terroirs pris dans des structures englobantes et dynamiques de vaste dimension semblent moins significatives, moins parlantes que les études de terroirs africains. En tout état de cause, ajoute VERNEUIL, ces monographies courent le risque de rester prisonnières de la sélection immanquablement opérée par chaque discipline - ici la géographie - en fonction de ses postulats théoriques, explicites ou non.

Mais le point de vue systémiste condamné par VERNEUIL n'est pas rejeté par tous les participants. Il paraît par exemple tout à fait légitime à LORIGNY de cadrer la recherche sur un terroir ou sur une région considérés provisoirement comme autonomes, de manière à décrypter la logique stable du fonctionnement de "systèmes entr'ouverts" dans lesquels les interactions intérieures sont plus intenses que les liaisons avec l'extérieur. Sur ce point, la pensée de LORIGNY est très nuancée : en tant que tel, un cadrage géographique ne garantit pas une bonne intégration des données, et partant une mise en relief adéquate des différences occultées par l'enquête statistique. Il faut encore que, grâce à une grande familiarité avec toute une masse de données, grâce aussi à une série de découvertes intuitives, le géographe sente et dise, - comme il sait effectivement le faire -, dans quelle mesure un système spatialisé peut être considéré comme "entr'ouvert", c'est-à-dire existe en tant que système.

En résumé, les statisticiens présents manifestent un vif intérêt pour les cadrages adoptés par les géographes et les socio-économistes. Ils en reconnaissent la pertinence pour l'analyse des logiques de fonctionnement peu ou pas saisies par la technique statistique. Ils apprécient la puissance de diagnostic obtenue grâce à des procédures accordant une juste place à l'intuition. Ils s'interrogent cependant sur la possibilité de justifier rigoureusement le passage du ponctuel au général, ou, pour reprendre l'expression de DESROSIERES, du "petit au grand".

On retiendra, pour conclure sur ce point, que les divers sens donnés au mot <u>espace</u> appellent une clarification (WINTER). Les géographes ont à l'esprit un espace qui est d'abord physique, territorial. Certains d'entre eux, cependant, font référence à un espace socialisé, un espace vécu. Parmi les statisticiens, certains reconnaissent ces diverses acceptions en parlant d'abord de l'espace cadre territorial de saisie pour insister ensuite sur les

processus sociaux contradictoires grâce auxquels de tels cadres peuvent se construire.

Au fond, l'espace territorial, au sens le plus banal, n'est effectivement qu'une "entrée", commode car concrète. Adopter cette "entrée", ex ante, c'est prendre une assurance contre le risque de laisser échapper des données, d'oublier par exemple quelques parcelles cultivées au cours d'un recensement agricole. Très vite, cependant, la collecte et l'interprétation des matériaux rendent manifestes les diverses dimensions, - certaines mesurables, d'autres non -, d'un espace abstrait qui ne se réduit jamais au concret observable. L'espace est aussi, certains diraient surtout, un espace vécu, imaginé, construit, revendiqué, peu à peu découvert ex post, en somme largement inobservable.

III - LE PETIT ET LE GRAND : AGREGATION ET GENERALISATION DES DONNEES.

On peut résumer la discussion sur la généralisation en disant qu'elle a porté sur deux questions, traitées avec une ampleur inégale.

Première question: les relations entre enquêtes monographiques (villageoises, régionales) et enquêtes statistiques, mais aussi l'articulation de ces mêmes enquêtes statistiques avec l'image globale construite par la Comptabilité Nationale. Le problème devient alors celui du passage du micro au macro, et des étapes de ce passage, mais ce thème a fait l'objet de remarques relativement brèves. Il faudra le traiter de manière plus approfondie ultérieurement.

Deuxième question: la généralisation des résultats d'enquêtes non-statistiques. Existe-t-il, peut-il exister, des procédés fiables pour parvenir à des énoncés généraux valables pour une région, un groupe ethnique, un pays, en partant d'observations faites en quelques points de l'espace pendant une période courte? Peut-on se passer, pour en arriver à ces énoncés généraux, de l'enquête statistique? Les méthodes présentées dans la note AMIRA nº 36 comme des substituts possibles à la technique statistique, par exemple la combinaison de plusieurs échelles cartographiques, sont-elles autre chose que des variantes imparfaites et appauvries du sondage à plusieurs degrés?

a) Monographies, enquêtes statistiques et comptabilité Nationale.

Pour certains, la liaison entre monographies et enquêtes statistiques serait en quelque sorte à sens unique, la monographie servant essentiellement à préparer les enquêtes par sondage (ROY). Cette façon d'envisager la complémentarité des deux registres rejoint, sans se confondre tout à fait avec elle, celle que défendaient SAUTTER et PELISSIER en 1964 lorsqu'ils notaient que les éléments recueillis par les monographies peuvent servir de "témoin ou de contrôle" par rapport à l'enquête par sondage (1). Il s'agit toujours ici d'une relation séquentielle dans laquelle la monographie ou bien précède et prépare l'enquête statistique, ou bien lui fait suite pour la confirmer et la compléter.

Allant plus loin, BLANC envisage le rapport que les monographies peuvent entretenir avec la représentation chiffrée d'une économie nationale dans un cadre comptable global. Si l'on adopte les points de vue précédents, il semble bien que ce rapport passe nécessairement par la médiation d'une enquête statistique. Un bon exemple est celui des travaux de CHARMES sur le secteur non structuré tunisien. S'appuyant sur des monographies très ouvertes, l'enquête statistique aboutit à l'estimation, voire au redressement, de grandeurs macro-économiques.

Un récent rapport de BLANC permet d'apporter quelques précisions sur ce point (2). Il concerne la comparaison des résultats d'une enquête nationale ivoirienne sur le budget et la consommation des ménages avec les comptes nationaux. "On ne passe pas, écrit BLANC, à une grandeur macroéconomique par sommation simple d'une grandeur observée sans ambiguīté au niveau micro... (en effet) les grandeurs qu'on veut mesurer au niveau national ne correspondent pas à des réalités observables par une enquête auprès d'unités élémentaires. Par exemple, indépendamment de la difficulté de la définition du "ménage", il n'est pas possible d'observer la consommation d'un ménage...". Pourquoi ? Parce que cette variable consommation est mesurée non pas au niveau de l'unité statistique ménage, mais à des niveaux inférieurs, qui sont ceux d'individus observés à certains moments sur un certain espace.

.../...

⁽¹⁾ Note AMIRA, nº 29, p. 4

⁽²⁾ BLANC (M.) - Enquête Budget-Consommation et Comptabilité Nationale (rapport de la mission effectuée en Côte d'Ivoire pour le Ministère des Relations Extérieures), I.N.S.E.E., Service Coopération, Mai 1983.

On mesure alors la complexité des liaisons unissant - si l'on peut dire - monographies et comptabilité nationale. Une ou plusieurs monographies serviront à cerner les notions de ménage, d'exploitation etc... Dans le cadre ainsi tracé, puis nécessairement simplifié, certaines variables seront mesurées par observation auprès d'individus. Une première agrégation de ces résultats individuels permettra de construire une mesure de la variable au niveau de l'unité statistique d'extrapolation, à savoir le ménage. Cette unité ménage est construite, et non pas observée. Tout l'effort du statisticien est de faire en sorte que cette construction ne soit pas trop éloignée de la réalité sociale des unités de décision et de comportement, mais en toute rigueur ce respect d'une certaine vraisemblance sociologique n'est pas indispensable si l'on se situe uniquement au plan de la logique des abstractions comptables. Pour mener l'opération jusqu'à son terme, il faut seulement qu'un processus de sommation contrôlée permette, à partir des estimations concernant les unités statistiques d'extrapolation (les "ménages"), d'évaluer la rubrique correspondante au niveau de la comptabilité nationale (ici : la consommation alimentaire des ménages). Il faudra, ce faisant, se souvenir que les concepts et définitions utilisés au niveau de l'enquête puis au niveau macro-économique ne coîncident pas nécessairement.

b) Généralisation non statistique des monographies.

Pour certains participants, la possibilité d'une procédure non statistique de généralisation semble tout à fait douteuse. THENEVIN considère par exemple que si l'on réalise seulement des monographies de type socio-économique, cela permet tout au plus de formuler des hypothèses dont la validation exigerait une enquête statistique complémentaire (par exemple une enquête de "description d'échantillon" permettant de situer les unités ou groupes observés dans les monographies par rapport à l'univers constituant le domaine de généralisation).

L'approche géographique, selon THENEVIN, est au fond très voisine de celle du statisticien, et la notion de combinaison d'échelles rappelle étrangement celle de taux de sondage. L'inventaire exhaustif utilisant photos aériennes, recensements, données climatiques et agro-pédologiques, permet au géographe d'extrapoler à partir d'observations ponctuelles, puisque ces dernières sont toujours précisément situées.

Il n'en est pas de même pour les données socio-économiques tirées de monographies villageoises : temps de travaux, rendements... Pour généraliser ces données, on ne peut se passer d'une structure-gigogne telle que celle préconisée par RAYNAUT à Maradi (1), c'est-à-dire d'un sondage à plusieurs degrés associé à un sondage en grappe (étude d'un village avec toutes ses unités de production). En d'autres temes, il faut valider pour extrapoler, et malheureusement cette validation n'est pas réalisée : les quatre villages étudiés à Maradi sont peut-être représentatifs des quatre strates regroupant les six cents villages du département, mais ce n'est qu'une hypothèse, nullement contrôlée. En outre on ne connaît pas les effectifs de chaque strate, avec une distribution des variables de contrôle validant la stratification. Cette remarque est valable en général pour les monographies portant sur quelques exploitations observées dans chaque village (travaux de GREGOIRE à Maradi). Il semble donc manquer dans de tels cas une enquête statistique permettant de généraliser les résultats des monographies villageoises ou des monographies d'unités de production. Plus précisément, il faudrait disposer ici d'une enquête dite " de description d'échantillon"(2) portant sur les caractéristiques de l'ensemble des unités observées et permettant de choisir et d'observer par monographies des unités véritablement typiques et significatives.

Il s'agit en somme, pour THENEVIN, d'articuler les phases qualitative et quantitative d'une même enquête: "La dialectique qualitatifquantitatif devrait se retrouver dans tout programme de recherche". Si le quantitatif ne succède pas au qualitatif, ce dernier ne fait que fournir des hypothèses qui attendent toujours leur validation. THENEVIN approuve les socio-économistes qui cherchent à valider leurs résultats en recourant à des structures-gigognes de type géographique, c'est-à-dire à des emboîtements d'échelle associés au choix raisonné des unités d'observation, mais il rappelle que l'on pourrait tout aussi bien réaliser une enquête par sondage

⁽¹⁾ THENEVIN fait ici allusion aux travaux dont il a été rendu compte dans un rapport de RAYNAUT (C1.): Recherches multidisciplinaires sur la région de Maradi, rapport de synthèse, DGRST et Université de Bordeaux II, Octobre 1980, 76 p.

⁽²⁾ THENEVIN (P.) - Pour un système d'enquêtes légères, AMIRA, avril 1983, 52 p. multigr. (voir notamment pp. 11 et 12).

avec stratification pertinente et investigations adaptées aux divers niveaux de généralisation retenus. Il regrette enfin que les statisticiens se soient trop souvent fiés à "la puissance d'une approche logique, analytique ou fonctionnelle, sans se laisser enrichir par les apports d'une observation ouverte et d'une écoute intuitive". Reprenant la distinction suggérée par COUTY entre singulier et régulier, THENEVIN conclut ainsi : "Raisonner sur le singulier, c'est rendre compte de la diversité de la vie, mais il convient de situer les "singuliers" les uns par rapport aux autres. Ne retombet-on pas alors dans les problèmes d'extrapolation ou les tests statistiques?".

Abordant le problème par un autre côté, plusieurs participants se sont interrogés sur les raisons et sur la nécessité de l'opération par laquelle on généralise des résultats pour les agréger ensuite dans un cadre régional ou national. Généraliser, pour WINTER, cela veut dire étendre à des unités, à des espaces, à des groupes non observés, ce que l'on a observé, découvert sur certaines unités jugées représentatives. Agréger, cela veut dire opérer une sommation d'unités ou de flux considérés comme semblables, donc additifs, d'un certain point de vue.

La généralisation précède l'agrégation dans la mesure où, pour agréger des valeurs attachées à des unités que l'on estime semblables sans les avoir toutes observées, il faut que certaines de ces unités puissent être jugées représentatives des autres. Mais l'agrégation ne saurait être confondue avec la généralisation. On peut, théoriquement, agréger à partir d'unités élémentaires (des ménages, par exemple) peu ou pas significatives sociologiquement, donc ne pouvant servir de point de départ à une généralisation (1). La généralisation conserve un aspect concret et organique, alors que l'agrégation peut avoir une signification purement comptable et abstraite.

.../...

⁽¹⁾ Consulter sur ce point, dans la série des Textes Provisoires AMIRA, le document du groupe de travail sur les Unités d'Observation: Contributions reçues sur le thème "Unités d'Observation", avril 1983, et notamment le texte de J.L. DUBOIS: Réflexions sur les Unités d'Observation (PP. 181-196) De J.L. DUBOIS également, lire "Propositions de méthodologie dans la recherche des Unités d'Observation", juin 1983, 10 p. multigr.

Pour agréger, remarque DESROSIERES, il faut d'abord homogénéiser les nomenclatures. Projet politique d'unification, pas forcément compatible avec la volonté d'optimiser les conditions de l'observation. Au plan scientifique, il est permis de penser que mieux vaudrait peut-être avoir des nomenclatures différentes dans les différentes parties d'un même pays.

Y a-t-il d'ailleurs toujours et nécessairement progression du particulier vers le général ? Certains en doutent. LERICOLLAIS, par exemple, après avoir noté que l'extension des résultats d'une étude de terroir à une zone limitée ne pose pas vraiment de problèmes, souligne que dans l'étude de la Vallée du Sénégal, la démarche a été descendante, en ce sens qu'après avoir réalisé une couverture exhaustive cartographique, on a procédé à l'étude de petits espaces ruraux. MARCHAL confirme qu'à partir d'une analyse des combinaisons significatives révélées par les paysages dans une portion d'espace que délimitent des discontinuités évidentes, on peut adopter une démarche descendante vers le village et le quartier, - non sans éventuellement regagner par la suite des niveaux plus englobants. Mais lorsque l'analyse intéressant cette portion de territoire a cessé de progresser, au point qu'on peut la considérer comme achevée, pourquoi faudrait-il lui donner valeur "générale" en affirmant qu'elle vaut pour des portions d'espace non couvertes par l'observation ? D'une manière générale, l'agrégation de données au niveau national ne paraît pas indispensable au géographe. De fait, LORIGNY et DELORME reconnaissent que la construction de synthèses nationales intéresse le statisticien, et non pas le géographe. C'est au statisticien, par exemple, qu'on demandera d'estimer la production de café ou de caçao d'un pays entier. WINTER nuance ce point de vue en apportant deux précisions :

- Le travail du statisticien et du macro-économiste ne consiste pas seulement à établir des quantités globales, telle que la production nationale de café ou la consommation des ménages, mais aussi et surtout à représenter et à étudier les structures, les transformations, les régulations de l'économie nationale. Le propre de l'optique macro-économique, c'est d'identifier et d'expliquer des efforts et des mécanismes qui n'apparaissent et qui n'ont de sens qu'au niveau global, qui résultent par exemple d'interactions entre secteurs.

- Le statisticien n'est pas confiné dans les mesures effectuées au niveau national. Il enregistre et il étudie des <u>distributions</u>, et ce à tous les niveaux, du plus ponctuel au plus global.

LORIGNY ajoute que bien plus qu'un chiffre de production, national ou infra-national, on souhaite en général connaître les mécanismes dont le fonctionnement aboutit à un chiffre donné. C'est bien pour cette raison, note PONTIE, que les monographies de terroirs, et à plus forte raison les monographies villageoises ou ethniques sont indispensables, car en pratiquant une approche historique elles cherchent non seulement à expliquer pourquoi le présent est ce qu'il est, mais encore à explorer les différents "possibles" d'une société. DESROSIERES partage tout à fait cette façon de penser : c'est à la monographie qu'il revient de produire la connaissance des fonctionnements, de recueillir non pas des chiffres mais des liaisons ou plutôt des hypothèses de liaisons. On retrouve ainsi le point de vue de THENEVIN sur l'étroite interdépendance entre hypothèses qualitatives et validation quantitative.

VERNEUIL constate, pour finir, qu'on a beaucoup parlé de généralisation, sans aborder pourtant certains problèmes essentiels. Le processus du va-et-vient entre niveaux ou échelles différents, dont la note AMIRA n° 36 fait grand cas, est-il autre chose qu'un artifice ad hoc apportant une justification contestable à des pratiques peu convaincantes? La référence fréquente à la combinaison des échelles, aux structures-gigognes, repose sur le postulat que la réalité s'emboîte, mais ce postulat n'est nullement démontré. Enfin l'attention s'est portée sur l'induction amplifiante (dont l'extrapolation statistique est un cas exemplaire), mais on a négligé l'induction immédiate, processus dont le statut logique semble ambigu, et où COUTY voit pourtant un moyen spécifique de généraliser à partir de cas singuliers(1).

.../...

⁽¹⁾ COUTY (Ph.) - Qualitatif et quantitatif, AMIRA, mai 1983, 10 p. multigr. L'induction au sens ordinaire, ou induction amplifiante, est celle où la relation formulée par la proposition induite s'applique à tous les termes d'une classe, en nombre fini ou indéfini, alors que cette relation n'a été affirmée que de quelques-uns d'entre eux par les propositions inductrices. Mais il existe semble-t-il, comme condition préalable de l'induction amplifiante ou discursive, une induction immédiate qui n'a pas besoin de cas réitérés ou de propositions multiples pour se constituer. Elle saisit l'universel dans l'individu même. Toute notion réfléchie, en effet, en tant que virtuellement réitérable à l'infini, implique un caractère d'universalité, une tendance spontanée à ériger en règles fixes les rapports qui constituent nos perceptions et nos conceptions explicites.

Cf. LALANDE (A) - Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Paris, PUF, 1976, pp. 506-507.

DESROSIERES note que la réflexion sur le bilan des travaux de 1'0.R.S.T.0.M. concerne jusqu'ici le seul milieu rural, comme si l'Afrique urbaine n'existait pas. Il se demande aussi pourquoi ce sont des chercheurs et des statisticiens travaillant en Afrique qui se posent tant de questions sur le passage du local au national, alors que ce type d'interrogation ne préoccupe guère les milieux français. N'est-ce pas l'existence en France de bases de sondage fiables, permettant la construction de typologies et les comparaisons interlocales, qui a permis d'écarter les questions sur les procédures de généralisation ? Il lui est répondu par WINTER qu'effectivement, malgré l'existence de quelques bonnes couvertures aériennes, malgré certaines expériences comme celles des fichiers de villages, ce type de données est beaucoup moins abondant en Afrique. COUTY remarque toutefois que la prolifération des représentations administratives et scientifiques de la réalité sociale dans les pays industrialisés peut faire obstacle au contact direct avec les choses et les gens. En Afrique, cet écran de documents est beaucoup plus mince à franchir, parfois même il n'existe pas, en sorte que l'observateur a tout de suite affaire à la réalité. C'est un avantage, car alors on peut construire une image originale, non faussée par l'accumulation des représentations antérieures; mais c'est aussi un inconvénient car on ne dispose pas des éléments permettant d'apprécier la valeur d'une observation temporaire et localisée.

IV - ACCUMULATION DES CONNAISSANCES ET PROGRES DES METHODES.

Sur ce dernier point, les échanges de vue ont été brefs et gagneraient à être repris lors d'une rencontre ultérieure. Plusieurs axes de réflexion ont cependant été proposés.

DESROSIERES, par exemple, a suggéré les deux questions suivantes :

- Quels sont les élements précis qui déterminent, en longue période, le "statut social" des divers niveaux d'investigation ? Pourquoi et comment se fait-il que les niveaux localisés et décentralisés de recherche bénéficient d'une considération et de ressources moindres que les investigations globales animées par la puissance publique ? Comment ces statuts respectifs évoluent-ils ? Comment s'articulent-ils dans les politiques de recherche ?
- Comment de nouvelles catégorisations émergent-elles ? A l'évidence, des groupes et des intérêts sont à l'oeuvre dans le processus qui amène certaines couches sociales à dire : "Nous, les cadres" (par exemple). Tout se passe d'ailleurs comme si l'utilisation d'une catégorie nouvelle par l'appareil statistique donnait quelquefois de la consistance sociologique à ce qui n'était au départ qu'un cadre de classement. Plus généralement, n'est-il pas opportun de reconstituer la genèse sociale des <u>formes</u> c'est-à-dire des configurations instituées, apprises et durcies qui permettent de traiter l'information ? (1) Un tel programme coïncide bien avec les travaux que le groupe AMIRA a menés, entre autres, sur la notion d'ethnie.

.../...

pp. 55-81.

⁽¹⁾ Voir sur ce point:

DESROSIERES (A.) et THEVENOT (L.) - Les notes et les chiffres : les nomenclatures socioprofessionnelles, in <u>Economie et Statistique</u> nº 110,
Avril 1979, pp. 49-65

DESROSIERES (A.), GOY (A.) et THEVENOT (L.) - L'identité sociale dans le
travail statistique. La nouvelle nomenclature des professions et catégories
socioprofessionnelles in <u>Economie et Statistique</u> nº 152, février 1983,

COUTY souhaite que la poursuite du travail d'AMIRA permette de mieux délimiter les champs pour lesquelles telle ou telle méthode possède un avantage comparatif attesté par l'expérience. On sait bien aujourd'hui, par exemple, que l'enquête statistique convient mal à l'étude des régimes fonciers. C'est en tenant compte de ces rapports de convenance entre procédé d'observation et phénomène observé qu'on pourra espérer construire des systèmes d'investigation à la fois légers et efficaces.

VERNEUIL, enfin, note que les méthodes examinées au cours de la réunion sont utilisées surtout pour décrire des régularités exprimant une organisation et son fonctionnement. Elles peuvent être inadéquates pour la prise en compte, a fortiori pour la mise en oeuvre des ruptures et des transformations. S'il est utile d'apprécier tous les aspects du développement cumulatif des méthodes et des techniques d'investigation scientifique et statistique, il apparaît encore plus urgent de prendre en considération les innovations de toute espèce - développement participé, autocentré, alternatif qui, dans une vivante confusion, traduisent la nécessité d'une mutation radicale des interventions.

CONCLUSION

Pour tenter de résumer un échange de vues extrêmement riche, on peut faire trois remarques :

1) D'abord, l'idée d'interdépendance entre les diverses composantes, statistiques et non statistiques, de toute investigation, paraît bien acceptée par les chercheurs et par les statisticiens. On peut noter au passage qu'un récent ouvrage américain consacré à la recherche sur le développement rural en Afrique Sub-Saharienne parvient exactement à la même conclusion:

"L'insuffisance des données statistiques de base d'une part, le caractère ponctuel de la plupart des études de cas d'autre part, rendent difficile toute généralisation sur les déterminants de la production agricole et sur les causes de la pauvreté, de la malnutrition et du retard de la production alimentaire" (1).

A contrario, estiment les auteurs de cette étude, c'est par l'amélioration de la couverture statistique et par la poursuite des études de cas, donc par un effort simultané sur les deux composantes de la recherche, que l'on peut parvenir à des explications ayant valeur générale.

Parmi les participants à la réunion, on note cependant des nuances dans les points de vue. Si quelques-uns estiment que la validation statistique "manque" à certaines recherches de sciences sociales, ou que la plupart des monographies gagneraient à pratiquer des sondages plus rigoureux, d'autres tiennent à souligner la spécificité, voire la possible autonomie, de l'approche sociologique ou géographique. Dans l'en-

.../...

⁽¹⁾ EICHER (C.K.) et BAKER (D.C.) - Research on Agricultural Development in Sub-Saharan Africa: a critical survey. Michigan State University, Development Paper, no 1, 1982, p. 255.

semble toutefois, les participants manifestent un vif intérêt pour les disciplines autres que la leur, et c'est même une des révélations de la réunion que l'intensité du dialogue qui s'est instauré entre statisticiens et géographes, par exemple.

- 2) Autre idée bien acceptée: celle des déterminations sociologiques des procédures d'investigation, des catégorisations, des choix faits à chaque stade de l'observation et de l'interprétation. C'est peut-être cette prise de conscience qui a le plus contribué à démoder et finalement à ruiner toute velléité d'impérialisme, de supériorité ou d'isolement de la part de chacune des disciplines concernées. La conclusion pratique, c'est que les recherches sur la genèse sociale des méthodes et des techniques sont plus que jamais nécessaires, et permettront seules de traiter convenablement les questions de logique pure, si tant est que la logique puisse être jamais tout à fait purifiée.
- 3) La troisième remarque porte sur la nécessité de collaboration entre spécialistes travaillant en France et dans les PVD. La réunion a prouvé qu'ilspouvaient et voulaient s'entendre. Cette manière de voir correspond d'ailleurs à l'attente de nombreux ressortissants des PVD, qui ne croient plus que leurs problèmes doivent alimenter des disciplines spécialisées, coupées de ce qui se fait dans le monde industrialisé. Concrètement, le groupe AMIRA pourrait par exemple nouer des contacts avec MM. LAMANDE (1), FOUQUET et THEVENOT (2), les spécialistes de l'I.N.S.E.E. qui travaillent à l'inventaire communal, et notamment Ph. CAILLE, et enfin J.Cl. COMBESSIE (3). Il convient

.../....

⁽¹⁾ Du Centre d'Etudes Statistiques du Développement Régional (CESDR) de MARSEILIE.

⁽²⁾ I.N.S.E.E.

⁽³⁾ Université de Picardie.

aussi, cela va de soi, de poursuivre et d'intensifier le dialogue avec les spécialistes qui ont bien voulu participer à la réunion du 24 juin 1983. La notion-clé, à laquelle toutes ces personnes se préoccupent de donner un contenu rigoureux, semble bien être celle de <u>représentativité</u>, statistique et non-statistique, envisagée du point de vue de ses fondements logiques mais aussi de sa mise en oeuvre pratique.

Ces remarques faites, on peut esquisser un programme de travail comportant trois grandes directions :

- 1) Ré-orienter patiemment la réflexion théorique vers les objectifs qu'elle ne doit jamais perdre de vue, à savoir les pratiques et les politiques de développement (HALLU). Les nécessités et l'expérience de l'action alimentent la réflexion, laquelle prépare les interventions à venir en interprétant celles du passé.
- 2) Préciser au maximum le ou les sens qu'il convient de donner à des termes tels que : monographie, qualitatif et quantitatif, enquête compréhensive et enquête statistique, extrapolation et généralisation ... (THENEVIN).
- 3) Préparer individuellement ou en groupe, des notes de travail sur un certain nombre de sujets (WINTER):
 - Agrégation des données et analyse macro-économique ;
 - Méthode monographique et analyse micro-économique ;
 - Comparaison entre le choix raisonné (non probabiliste) pratiqué par certains statisticiens et le choix opéré par les auteurs de monographies.
 - La généralisation en sciences sociales ; abstraction généralisante et approche compréhensive.

- Les déterminants historiques des nomenclatures, écran entre observateur et milieu observé.
- Les systèmes d'investigation.

Tous ces sujets sont interdépendants. D'autres, encore à explorer, pourraient y être rattachés par la suite. Sur l'ensemble de ces thèmes, un séminaire international pourrait se tenir après une préparation d'environ deux ans.